



En raison des intempéries et de la spéculation

La pomme de terre atteint 100 DA le kilo

A cause des intempéries, le prix de la pomme de terre s'est envolé, ces dernières semaines. De manière générale, c'est tout le marché des fruits et légumes qui a été bouleversé. Ainsi, la pomme de terre a été cédée à 100 DA le kilo par certains marchands de légumes.

Page 5

Gare de Hussein Dey (Alger)

Un jeune percuté par un train

Page 24



Par Amine Bensafi

Le roi Mohammed VI a finalement décidé d'annuler une tournée africaine visant trois pays reconnaissant la République sahraouie. Il s'agit du Ghana, de la Zambie et du Soudan du Sud.

Selon la presse marocaine, le roi du Maroc avait prévu de visiter le Ghana, la Zambie et le Soudan du Sud et, de là, à

Alors que les intempéries persistent

Routes fermées, dégâts et plusieurs morts

Les pluies torrentielles qui s'abattent sur les plusieurs régions du pays depuis deux jours, ont causé des dégâts aux routes, mais pas seulement. Selon le commandement de la Gendarmerie nationale, plusieurs axes routiers sont fermés à la circulation au niveau de 15 wilayas en raison des intempéries enregistrées dans la plupart des régions nord du pays.

Page 2



Equipe nationale

Leekens démissionne

Page 18



Lutte contre la corruption

L'ONPLC sensibilise sur les conflits d'intérêts

L'Office national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc) multiplie les rencontres en vue de sensibiliser les administrations et les différentes institutions concernées contre les précautions à prendre pour prévenir ce phénomène.

Page 3

Adhésion du Maroc à l'UA aux côtés de la RASD

Mohammed VI va-t-il bouder le sommet ?

s'envoler vers Addis Ababa. Ces trois pays ont ceci de commun qu'ils reconnaissent la Rasd, accueillent le Front Polisario et disposent dans leurs capitales d'ambassades de la République sahraouie. Les gouvernements des trois pays africains cités ont annoncé le «report» par le roi du Maroc de sa visite, tandis que le cabinet du souverain marocain n'a donné aucune explication quant à ce changement d'agenda, se contentant de confirmer que le Maroc maintient son projet d'un hôpital de campagne pour réfugiés dans le Sud Soudan. On sait que depuis le refroidissement des relations entre certaines capitales occidentales au cours des dernières années, Washington en tête, et le peu d'intérêt manifesté par Moscou et Pékin à relever leurs relations avec Rabat, le roi du

Maroc a mis l'accent sur l'Afrique et a multiplié ses visites au Sénégal, à la Côte d'Ivoire, au Gabon, à la Tanzanie, au Mali et à l'Ethiopie. Quant aux pays reconnaissant la Rasd, il est clair que la tournée de Mohammed VI vise à en obtenir des positions moins favorables à la cause sahraouie. Le site Maghreb Confidentiel lui, pense, que le Maroc n'a pas pu obtenir un revirement de politique de ces pays et leur abandon de la reconnaissance de la Rasd.

Aussi, le souverain marocain n'a toujours pas fait savoir à l'UA s'il se rendait en Ethiopie pour la cérémonie de demande officielle du Maroc de rejoindre l'organisation continentale après une absence de 33 ans et ce, en marge du sommet de l'UA prévu les 30 et 31 janvier.

Page 4



Alors que les intempéries persistent

Routes fermées, dégâts et plusieurs morts

Les pluies torrentielles qui s'abattent sur plusieurs régions du pays depuis deux jours, ont causé des dégâts aux routes, mais pas seulement. Selon le commandement de la Gendarmerie nationale, plusieurs axes routiers sont fermés à la circulation au niveau de 15 wilayas en raison des intempéries enregistrées dans la plupart des régions nord du pays.



Par Rachid Chihab

Treize routes nationales et 15 chemins de wilaya sont fermés à la circulation, a précisé la même source, ajoutant que les wilayas les plus touchées sont Tissemsilt, Aïn Defla, El Bayedh, Tlemcen, Tizi Ouzou et Bouira, où les éléments de la Gendarmerie nationale et de l'ANP, procèdent de concert avec les services concernés aux opérations de déneigement au niveau des axes susmentionnés en vue de leur réouverture à la circulation.

Par ailleurs, les mêmes services ont enregistré, au cours des dernières 24 h sur leur territoire de compétence, deux décès et 28 autres blessés dans 10 accidents de la circulation survenus dans diverses régions du pays. Le nombre le plus élevé de ces accidents a été enregistré dans deux wilayas, à

savoir Constantine et Sétif avec deux accidents chacune.

A ce titre, et pour la sécurité de tous, les services de la Gendarmerie nationale appellent les usagers de la route à la vigilance et à la prudence, à la limitation de la vitesse ainsi qu'au respect de la distance de sécurité entre les véhicules. Plusieurs axes routiers sont totalement fermés à la circulation à Médéa en raison du débordement de nombreux cours d'eau, notamment l'axe Blida-Médéa, Oued Harbil -Médéa et Berrouaghia-El Khemis, où le trafic automobile a été dévié vers d'autres voies d'accès de la région.

Selon Yahia Meziane, le débordement des eaux de Oued Chiffa a occasionné la fermeture totale de cet axe routier stratégique, reliant les régions du nord du pays au sud, affirmant que la montée du niveau de ce cours d'eau a rendu quasi impossible la circu-

lation automobile sur cet axe, notamment entre la Chiffa et le lieudit la Citadelle, dans la wilaya de Blida.

Le trafic routier a été également suspendu, dans les deux sens, sur l'axe Médéa et Oued Harbil, la RN18, suite à la crue de plusieurs cours d'eau qui traversent cette localité, a indiqué ce responsable, qui fait état également de fortes perturbations sur la RN18 au niveau, notamment des localités de Tablat et El Haoudine où des éboulements se sont produits, tôt le matin, sur cet axe routier. En outre, quatre habitations ont été ensevelies suite à un glissement de terrain qui s'est produit, lundi soir, au niveau du village Sidi-Ali, commune de Ouamri, à 30 km à l'ouest de Médéa, a indiqué hier, la Protection civile. Les sinistrés, qui ont été pris en charge par les secouristes de la Protection civile, ont été hébergés «provisoirement» au niveau de la

salle omnisports de la commune de Ouamri, a-t-on indiqué. De plus, huit véhicules touristiques ont été endommagés lors de l'effondrement de la clôture d'une salle des fêtes, sise au centre-ville de Médéa, survenu lundi soir, a signalé la même source, expliquant que cet effondrement a été provoqué par les fortes précipitations enregistrées dans la région depuis plus de trois jours.

Par ailleurs, les cours ont repris hier dans l'ensemble des établissements éducatifs de la wilaya d'El Bayadh après avoir été interrompus dans 13 communes en raison des intempéries, a-t-on appris des responsables du secteur de l'Education nationale.

La reprise a été possible grâce aux efforts déployés par les services des travaux publics avec le concours de différents corps constitués et des communes pour le déneigement et la réouverture des voies de communication, a-t-il ajouté.

L'Etat mobilisé

Tous les moyens de l'Etat sont mobilisés pour faire face aux situations engendrées par les intempéries qui affectent le nord du pays depuis plusieurs jours, a indiqué hier un responsable du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. «Depuis le début des intempéries, le 10 janvier dernier, tous les moyens de l'Etat sont mobilisés et l'Armée nationale populaire (ANP) est requise par le Président de la République pour intervenir dans les wilayas touchées par ces intempéries pour désenclaver certaines localités et porter aide et assistance aux populations en difficulté», a déclaré M. Hassan Kacimi, responsable du centre opérationnel de gestion et de suivi des intempéries au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne. M. Kacimi a relevé que «tous les secteurs concernés sont à pied d'œuvre pour faire face à cette situation, quelles que soient les difficultés rencontrées», ajoutant que les autorités publiques «sont informées en temps réel du déroulement des opérations». «Nous suivons la situation d'heure en heure au niveau du ministère pour suivre l'évolution de la situation», a-t-il assuré, précisant qu'entre le 10 et le 12 janvier en cours, la Gendarmerie nationale a effectué «2 241 opérations sur le terrain».

Concernant les dégâts humains occasionnés par les intempéries depuis le 10 janvier dernier, le même responsable a déploré «le décès de cinq personnes dont certaines d'entre elles ont été emportées par les crues des oueds», ajoutant que ce bilan «ne concerne pas les décès liés aux accidents de la route et à l'inhalation du monoxyde de carbone».

R. C.

Créées au niveau des wilayas

Des cellules pour la prise en charge des sans-abris

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem-Si Ameur a annoncé, lundi à Alger, la création de cellules «effectuent, depuis la fin novembre dernier, des sorties nocturnes quotidiennes pour la prise en charge des sans-abris».

A l'issue d'une visite effectuée dans certaines institutions relevant de son secteur, en compagnie du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, Mme Meslem a indiqué que ces cellules «effectuent, depuis la fin novembre dernier, des sorties nocturnes quotidiennes pour la prise en charge des sans-abris».

Ces cellules qui comptent des représentants de directions relevant des ministères de la Santé et de la

Solidarité, de la Sécurité nationale, de la Protection civile et de certaines associations, étaient chargées d'orienter cette catégorie (les sans-abris) vers des centres spécialisés.

Plusieurs sans-abris préfèrent rester à la rue et ne pas se rendre aux centres d'accueil notamment ceux souffrant de maladies psychologiques, a affirmé la ministre.

Les sans-abris qui se rendent aux centres d'accueils bénéficient d'une prise en charge sanitaire et psychologique. Il y en a même parmi eux qui décident de regagner le domicile, à l'issue d'une médiation familiale, a dit Mme Meslem.

La ministre a rappelé l'action des services de médiation familia-

le relevant des directions de l'action sociale au niveau national.

Elle a réitéré la volonté des autorités publiques de poursuivre la politique d'aide aux catégories sociales vulnérables, en dépit «d'une réduction de près de 40% du budget du secteur».

Mme Meslem a insisté sur l'importance d'assainir les listes des personnes nécessiteuses et celles aux besoins spécifiques pour accorder les aides aux personnes les plus «méritantes», soulignant le rôle des cellules de proximité dans ce domaine.

Elle a annoncé, en outre, la création d'une commission de travail pluridisciplinaire qui oeuvre actuellement à établir une défini-

tion juridique et sociale de «la personne nécessiteuse», pour une meilleure maîtrise des programmes sociaux et une répartition équitable des aides matérielles sur les familles démunies.

Concernant les personnes aux besoins spécifiques, Mme Meslem a évoqué la possibilité d'organiser «une exposition nationale dans les mois à venir pour la promotion de leurs produits et leur insertion effective dans le monde du travail».

Mme Meslem a inauguré, lors de cette visite, la Cité de l'enfance à Ben Aknoun pour les enfants autistes, qui est le premier centre national en charge de cette catégorie d'enfant. Elle a posé égale-

ment la première pierre pour la réalisation d'une ferme pédagogique au niveau du centre d'accueil pour personnes âgées à Sidi Moussa.

Au niveau de la commune de Bab Ezzouar, la ministre a donné le coup d'envoi des travaux de restauration du centre d'accueil pour personnes âgées.

Elle a approuvé également le lancement des travaux d'aménagement d'une école pour enfants mal-voyants. Cette visite a été l'occasion pour la ministre de se rendre au centre de formation et d'insertion sociale des handicapés mentaux au niveau de la commune d'El Harrach.

R. N.

Lutte contre la corruption

L'ONPLC sensibilise sur les conflits d'intérêts

L'Office national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc) multiplie les rencontres en vue de sensibiliser les administrations et les différentes institutions concernées contre les précautions à prendre pour prévenir ce phénomène.



Par M. Ait Chabane

A ce titre, les conflits d'intérêts qui nourrissent généralement les cas de corruption est la thématique développée par cet organisme, lors d'une journée d'étude organisée, hier à Alger, dans l'objectif de vulgariser cette question et sensibiliser les points focaux de l'organe répartis à travers les administrations centrales. Étaient présents à cette journée d'étude, les inspecteurs généraux de tous les départements ministériels ainsi que les représentants d'organismes et d'institutions chargés du contrôle et de la lutte contre la corruption, à l'instar de l'Office central de répression de la corruption (Ocr), la Cellule de traitement et de recherche financière (Ctfr), l'Inspection générale des

finances (IGF), la Cour des comptes et le Conseil de la concurrence. Lors de son intervention aux travaux de cette journée d'étude, le président de l'Onplc, Mohamed Sebaïbi, a mis l'accent sur la périodicité qu'il conviendrait de donner à ce genre de rencontres «éminemment importantes» dans le cadre de la coordination dans les actions intersectorielles que serait amené à entreprendre l'Organe en terme de prévention, de sensibilisation et de lutte contre la corruption. Ces rencontres interviennent à la veille du deuxième cycle d'examen par les pairs sur l'application effective de la convention des Nations unies contre la corruption par l'Algérie, a-t-il ajouté. «Il est urgent de nous préparer au processus du second cycle d'examen par les pairs qui

couvre la prévention et le recouvrement des avoirs tel que défini et prévu par la convention des Nations unies contre la corruption», a indiqué M. Sebaïbi, précisant que «l'examen de notre pays tel qu'il ressort d'un tirage au sort, est fixé pour 2018». «Il est, par conséquent, attendu de nous tous une attention toute particulière et un effort soutenu pour préparer au mieux des réponses objectives et soutenables aux questions pertinentes posées à notre pays», a encore soutenu le président de l'Organe. Ce dernier a, en outre, exhorté les participants à réfléchir à des sujets étroitement liés à cette problématique de corruption et proposer des ateliers de travail dans ce sens dans l'optique de renforcer la concertation entre les dif-

férents acteurs qui interviennent dans le cadre de la lutte contre ce phénomène de corruption. «Il va sans dire que la mise en place de règles et de procédures consensuelles en vue d'organiser nos relations fonctionnelles et optimiser nos capacités pour prendre en charge les questions récurrentes que véhicule le phénomène de la corruption, se fera d'une façon pragmatique», a résumé Mohamed Sebaïbi, dans la perspective d'inciter les participants à davantage d'efforts pour cerner au mieux cette problématique et par ricochet y remédier de façon organisée et efficace. Ainsi, les participants sont invités à formuler des propositions concrètes à la présidence de l'Organe afin de poursuivre de façon cohérente les efforts de lutte contre la corruption. **M.A.C.**

Partis islamistes

El Islah contre les alliances partisans

Le secrétaire général du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a affirmé, hier à Alger, que le succès de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise) dans la mission dont elle est investie «ouvrira grand la porte devant les partenaires politiques et les autres composantes de la société pour pouvoir participer à l'action politique et électorale».

Lors d'une conférence de presse, M. Ghouini a appelé les citoyens à «participer massivement» aux prochaines échéances électorales, indiquant que ces rendez-vous constitueront «un tournant vers le changement des mentalités et des pratiques et un départ institutionnel fort qui établira le cadre du dialogue et de la concertation entre les différents cercles d'opinion».

Il a estimé, en outre, que le succès des prochaines élections «prémunira le pays de toutes les menaces qui le guettent et sera un message fort à l'adresse de ceux qui conspirent contre sa sécurité et sa stabilité et un argument irréfutable pour démonter les avis et analyses pariant sur le scénario catastrophe de l'Algérie».

Evoquant la non-adhésion du mouvement El Islah aux alliances islamiques, il a précisé que «la conjoncture actuelle n'était pas à l'adhésion à une liste unifiée, mais celle du dialogue et de la concertation avant et après les élections afin de parvenir à un large consensus politique».

Il a souligné également que l'Algérie avait tourné la page de la tragédie nationale et tiré les enseignements tout en acquérant une «immunité forte face aux divers complots ourdis à son encontre». Enfin, M. Ghouini a appelé à «permettre aux syndicats autonomes de participer à la tripartite prévue en mars prochain», car selon lui, la représentation syndicale «n'est pas confiné en un seul syndicat».

R. O.

Selon l'ICSO

La position à l'égard des législatives relève de la souveraineté des partis

L'instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso) a estimé, lundi à Alger, que la position adoptée vis-à-vis des prochaines élections législatives «relève de la souveraineté des partis».

Dans un communiqué sanctionnant sa réunion tenue au siège du Mouvement de la société pour la paix (MSP) l'Icso a affirmé que la position à l'égard des élections législatives «relève de la souveraineté des partis» et qu'elle n'était pas celle de l'instance.

L'Icso qui dénonce les déclarations dont les auteurs veulent empêcher les partis boycottant les élections d'exprimer leur position poursuit son action commune «regroupant les composantes de la classe politique pour trouver une issue à la crise actuelle au mieux des intérêts du pays et des attentes du peuple», ajoute le communiqué.

Par ailleurs, l'Icso a fait part de sa profonde préoccupation face aux souffrances endurées par de larges pans de la société du fait des politiques dont elle avait mis en garde à différentes occasions.

R. N.

Il promet un quota pour les étudiants

Ould Abbès prévoit les législatives pour le 4 ou le 11 mai prochain

Par Leila Bensaid

La fixation de la date des élections législatives est une prérogative du Président de la République et il faut attendre la signature de décret portant convocation du corps électoral pour savoir le jour de l'élection. Dans ce contexte, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès, a révélé, lundi à Alger, que les prochaines élections législatives se dérouleraient le «4 ou le 11 mai prochain».

Dans une déclaration à la presse lors de sa rencontre avec les représentants de plusieurs organisations estudiantines au siège du parti, il a indiqué que «les élec-

tions législatives auront lieu le 4 ou le 11 mai prochain, mais rien n'est encore officiel».

Concernant la participation des étudiants aux prochaines élections, comme électeurs, le SG du vieux parti a déclaré qu'il va demander au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de ne pas programmer les examens durant cette période pour permettre aux étudiants de voter dans leur lieu de résidence.

Et comme candidats, il a affirmé que son parti «garantira un quota aux étudiants» sur ses listes électorales au même titre que le quota accordé à l'élément féminin, tel que stipulé dans la loi. Ould Abbès a estimé que les pro-

chaines législatives constitueront une «étape politique importante et décisive», car elles interviendront en prélude à la prochaine élection présidentielle.

Selon le SG du FLN, les étudiants ont un rôle important à jouer à l'image de leurs prédécesseurs lors de la guerre de libération de 1954, appelant ces derniers à la mobilisation pour sensibiliser les citoyens et toutes les catégories de la société, notamment les jeunes «à la nécessaire participation aux prochaines législatives».

Il est à noter que le FLN connaît depuis le début de l'opération du dépôt des candidatures un rush de candidats du fait que celle-ci est ouverte pour tous les

militants du parti tout en mettant des critères qui sont indispensables pour un membre de l'Assemblée populaire nationale. Cependant, le vieux parti est convoité par plusieurs organisations et associations en vue des prochaines législatives, dont l'Union des paysans algériens, l'Union nationale des femmes algériennes, l'Association des handicapés, les organisations estudiantines et les membres du secrétariat national de l'Union générale des travailleurs algériens. Ce rush des associations constitue une autre pression pour le vieux parti pour sélectionner ses candidats, sachant que la sélection se fera au niveau de la Commission nationale à partir du

7 février prochain jusqu'au 27 du même mois. Par ailleurs, Ould Abbès a défendu les réalisations accomplies par le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique depuis 1999. A ce propos, il a tenu à souligner que l'Ecole algérienne n'est pas sinistrée comme l'ont qualifiée certaines parties, et qu'elle pouvait former des «cadres de haut niveau qui pourraient assurer de hauts postes de responsabilité dans des institutions internationales». Une manière de répondre au discours de l'opposition. Il a aussi fait savoir que le parti du FLN «est déterminé à poursuivre la lutte contre la corruption par les voies légales».

L. B.

Adhésion du Maroc à l'UA aux côtés de la RASD Mohammed VI va-t-il bouder le sommet ?

Le roi Mohammed VI a finalement décidé d'annuler une tournée africaine visant trois pays reconnaissant la République sahraouie. Il s'agit du Ghana, de la Zambie et du Soudan du Sud.



Par Amine Bensafi

Selon la presse marocaine, le roi du Maroc avait prévu de visiter le Ghana, la Zambie et le Soudan du Sud et, de là, à s'envoler vers Addis Ababa. Ces trois pays ont ceci de commun qu'ils reconnaissent la Rasd, accueillent le Front Polisario et disposent dans leurs capitales d'ambassades de la République sahraouie. Les gouvernements des trois pays africains cités ont annoncé le «report» par le roi du Maroc de sa visite, tandis que le cabinet du souverain marocain n'a donné aucune explication quant à ce changement d'agenda, se contentant de confirmer que le Maroc maintient son projet d'un hôpital de campagne pour réfugiés dans le Sud Soudan. On sait que depuis le refroidissement des relations entre certaines capitales occidentales au cours des dernières années, Washington en tête, et le peu d'intérêt manifesté par Moscou et

Pékin à relever leurs relations avec Rabat, le roi du Maroc a mis l'accent sur l'Afrique et a multiplié ses visites au Sénégal, à la Côte d'Ivoire, au Gabon, à la Tanzanie, au Mali et à l'Éthiopie. Quant aux pays reconnaissant la Rasd, il est clair que la tournée de Mohammed VI vise à en obtenir des positions moins favorables à la cause sahraouie. Le site Maghreb Confidential lui, pense, que le Maroc n'a pas pu obtenir un revirement de politique de ces pays et leur abandon de la reconnaissance de la Rasd.

Aussi, le souverain marocain n'a toujours pas fait savoir à l'UA s'il se rendait en Éthiopie pour la cérémonie de demande officielle du Maroc de rejoindre l'organisation continentale après une absence de 33 ans et ce, en marge du sommet de l'UA prévu les 30 et 31 janvier. On sait que le Maroc a obtenu un nombre suffisant de voix pour son adhésion, soit 40 pays selon le ministre marocain des Affaires étrangères, Salaheddine Mezouar et la manœuvre impli-

quant certains pays pour l'expulsion de la Rasd en échange du retour du Maroc n'est finalement pas allée assez loin.

De son côté, le président sahraoui, Brahim Ghali, a indiqué, lundi à Alger, que la Rasd a pris acte de la ratification par le Maroc de l'acte constitutif de l'Union africaine, en l'appelant à respecter les frontières internationales du Sahara occidental. «Nous avons pris acte de la ratification par le régime marocain de l'Acte constitutif de l'Union africaine y compris dans ses articles prévoyant la nécessité pour le Royaume marocain de respecter les frontières internationales du Sahara occidental reconnues», a indiqué le président Ghali dans une déclaration à la presse à l'issue de son entretien avec le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Selon les termes de l'Acte constitutif de l'UA, les États membres sont tenus de régler leurs différends par les voies pacifiques et le Maroc qui aspire à devenir le 55^{ème} membre de l'or-

ganisation panafricaine est appelé à respecter la souveraineté des pays membres, a soutenu M. Ghali. Le président Ghali a formé le vœu que la démarche marocaine (adhésion à l'UA) soit suivie par une autre plus courageuse qui consiste à voir le régime marocain respecter tous les traités internationaux, honorer ses engagements et engager des négociations avec le Front Polisario pour le retrait de ses forces et de son administration des territoires sahraouis occupés pour permettre au peuple sahraoui de jouir de son droit à instaurer son État et parachever sa souveraineté sur tous ses territoires.

Le Front Polisario ne reste pas les bras croisés face à l'offensive diplomatique marocaine, et a accompli la sienne propre également. M. Ghali a relevé, à cet effet, «le soutien fort» apporté à la cause sahraouie par plusieurs pays du Continent «dans son combat pour la liberté et l'indépendance».

A. B.

Algérie-Suisse

La coopération dans la lutte contre le terrorisme évoquée

Le renforcement des relations entre l'Algérie et la Suisse, notamment en matière de coopération dans la lutte contre le terrorisme, a été évoqué, hier à Alger, par le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, Abdelkader Messahel, et une délégation suisse, conduite par la secrétaire d'État suppléante au Département fédéral des Affaires étrangères, Krystyna Marty Lang. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'entretien, M. Messahel a indiqué avoir passé en revue les relations entre les deux pays, et les moyens de les renforcer, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

«Nous avons évoqué des questions qui nous interpellent tous. Une large place a été dédiée à la lutte antiterroriste lors de l'entretien», a-t-il précisé, en mettant en avant «les capacités développées par l'Algérie pour faire face à ce phénomène».

Le ministre a ajouté que «la question de la déradicalisation a été aussi évoquée lors de cet échange de vues», soulignant que la Suisse aussi dispose de «programmes spécifiques» en la matière.

«C'est une manière pour nous d'échanger nos expériences et de faire en sorte que le travail que nous avons mené ensemble, notamment dans les foras internationaux, à l'instar du Forum global de lutte contre le terrorisme, nous permette d'avoir des approches convergentes», a expliqué M. Messahel.

Il a indiqué, en outre, que la discussion qu'il a qualifiée d'«intéressante» avait, également, porté sur «la place de la démocratie dans la lutte contre l'extrémisme violent», ainsi que «la situation dans la région, et les conflits qui existent dans notre voisinage immédiat, comme la Libye et le Mali».

Pour sa part, Mme Lang a affirmé avoir abordé avec M. Messahel, «des questions d'intérêt commun, susceptibles de renforcer les relations bilatérales», qualifiées de «très bonnes». La responsable suisse a précisé que l'entretien avait, également, porté, sur les thèmes liés à «la stabilité, à la paix, et aux questions migratoires, outre le renforcement de la coopération économique».

Riad D.

La crise libyenne s'invite à Alger

L'impact de la situation sécuritaire sur les pays du voisinage en débat

Par Sofiane Aït Mohamed

La crise en Libye est au centre des intérêts des pays de la région. Après la 10^{ème} réunion ministérielle du mécanisme des pays voisins de la Libye, du Caire, il y a une semaine, un atelier autour de l'«impact de la situation sécuritaire en Libye sur la sécurité frontalière des pays du voisinage» s'ouvre aujourd'hui à Alger.

Cette importante rencontre verra la participation des représentants nationaux des points focaux du Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (Caert). Prévu sur deux jours (25-26 janvier) au siège du Caert, l'atelier se

penchera sur l'identification des défis qui s'imposent dans la lutte contre le terrorisme, les efforts menés dans la lutte préventive contre l'extrémisme violent et les plans d'action des États membre de l'Union africaine (UA) à la lumière de la situation sécuritaire qui prévaut en Libye, selon une de présentation du Caert. Les travaux porteront également sur «les lignes de conduite susceptibles de donner une réponse sécuritaire frontalière appropriée aux menaces, préoccupations et défis imposés par la situation en Libye», indique le même texte. Aussi, l'atelier offrira une tribune pour le renforcement de la coopération en matière de

sécurité frontalière entre les services de sécurité frontalière relevant des pays membres de l'UA concernés. Cet événement verra la participation des points focaux du Caert représentant les États de la Libye, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Tchad, le Soudan et le Niger de même qu'un haut responsable d'un service de sécurité des frontières de chacun des États membres. Certains représentants de Mauritanie, du Mali et du Burkina Faso participeront en qualité d'observateurs. Outre les représentants des points focaux, des experts du Caert, Africain Union Border Program (AUBP), l'Organisation internationale de

migration (OIM), et l'Organisation de la police internationale (Interpol), prendront part à cet atelier. La situation sécuritaire en Libye, concerne donc tous les pays voisins, en particulier, et de l'UA, en général. L'Algérie qui est au front dans la question libyenne a toujours privilégié la solution politique au conflit, et ne cesse de fournir des efforts à cet effet. «Nous devons tous les encourager (les Libyens) à trouver des points de convergence qui leur permettent d'aboutir à une solution à la crise à la faveur du dialogue et de la réconciliation nationale et par l'entente dans le cadre du processus onusien de règle-

ment de la crise», avait indiqué M. Messahel dans son allocution prononcée à la 10^{ème} réunion ministérielle des pays voisins de la Libye. «On ne peut opter pour la solution militaire en tant que moyen susceptible de mettre un terme à la crise», a estimé le ministre, soulignant que le principal objectif du processus politique était de «permettre au peuple libyen d'édifier des institutions nationales fortes en Libye et à leur tête une armée libyenne unifiée, une police nationale et des organes de sécurité». La stabilité du continent est à bien des égards tributaire de la situation en Libye.

S. A. M.

En raison des intempéries et de la spéculation

La pomme de terre atteint 100 DA le kilo

A cause des intempéries, le prix de la pomme de terre s'est envolé, ces dernières semaines. De manière générale, c'est tout le marché des fruits et légumes qui a été bouleversé. Ainsi, la pomme de terre a été cédée à 100 DA le kilo par certains marchands de légumes.



Par Karima Nacer

Le manque dans l'approvisionnement du marché suite aux intempéries affecte l'ensemble des régions du nord et des Hauts-Plateaux, et fait voler le prix de la pomme de terre qui grimpe parfois à 100 DA le kilo. Et dire que le prix de la pomme de terre connaît une stabilité depuis quelque temps et était accessible à toutes les bourses. Ainsi, de 40 DA, elle passe à 50 pour atteindre les 100 DA. Pour expliquer cette hausse subite des prix de la pomme de terre, des responsables du ministère de l'Agriculture et du Développement rural accusent les spéculateurs et les différenciateurs intervenants sur ce marché, d'autant que la production de pomme de terre était suffi-

sante pour garantir des prix stables. Les bourses moyennes n'arrivent plus à s'en sortir, sachant que ce légume n'est pas le seul à avoir emprunté une tendance haussière. La quasi totalité des fruits et légumes ont connu une hausse vertigineuse dépassant tout entendement.

Et pour faire face à cette flambée, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum a annoncé que d'importantes quantités de pomme de terre ont été déstockées, hier, afin de stabiliser les prix de ce produit de large consommation. «Nous avons constaté que la moyenne des prix de ce tubercule a atteint les 70 DA/kg. Nous avons décidé alors de réguler le marché

avec le déstockage d'importantes quantités», explique le ministre. Les conditions météorologiques défavorables (pluie et neige), empêchant l'accès aux champs pour les récoltes, sont le principal facteur qui a contribué à la hausse des prix de ce produit. L'opération de déstockage permettra ainsi de «réguler le marché et faire pression pour que le prix de ce produit de large consommation soit stabilisé et fermer la porte à ceux qui ont l'habitude de saisir ce genre de circonstances pour porter atteinte au pouvoir d'achat des citoyens», souligne M. Chelghoum. Au moins 10 000 tonnes de pommes de terre seront déstockées afin de réguler le marché, indique le président de la Fédération des producteurs de pomme

de terre, Ahssen Guedmani.

La mise sur le marché de ces quantités qui s'étalera sur 10 jours en attendant l'amélioration des conditions climatiques devrait faire baisser les prix à 30 DA/kg au niveau du marché de gros contre 40 DA actuellement, dira-t-il. Outre les conditions météorologiques, M. Guedmani attribue cette hausse à la spéculation. Les quantités de pomme de terre déstockées font partie d'un stock constitué par le ministère pendant la production de saison et conditionné dans des chambres froides appartenant à l'Etat. D'autres stocks importants estimés à environ 60 000 tonnes ont été constitués dans le cadre de ce dispositif de régulation par des opérateurs privés liés par une convention avec des entreprises publiques. **K.N.**

Dialogue 5+5

Début à Paris de la réunion des ministres des Finances

Les travaux de la réunion des ministres des Finances des pays du Forum de dialogue 5+5 des pays de la Méditerranée occidentale ont débuté hier à Paris, a-t-on constaté.

Coprésidée par le ministre des Finances, Hadji Babaammi, et le ministre français de l'Economie et des Finances, Michel Sapin, la réunion, qui se déroule à huis clos, constitue pour les pays des deux rives de la Méditerranée occidentale une occasion pour les ministres en charge des Finances d'engager des échanges «sur des questions d'intérêt commun».

Dans un entretien à la presse algérienne, peu avant le début des travaux, M. Babaammi a indiqué que les domaines de coopération des pays du 5+5 finances sont «très importants», notamment la coopération douanière et énergétique, qui sont les deux points «principaux» de cette rencontre.

Pour rappel, les ministres du Forum 5+5 finances aborderont des questions liées, entre autres, à la transparence financière et à la mise en oeuvre des normes et des standards internationaux de transparence définis par le Groupe d'action financière (Gafi) ainsi qu'à la mise en place de dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ils débattront également de la coopération dans le domaine fiscal, notamment la poursuite des dialogues bilatéraux entre administrations fiscales afin d'assurer une application uniforme des dispositions des conventions fiscales, et du renforcement de la coopération entre les Etats en vue d'améliorer le cadre des échanges économiques tout en sécurisant la situation des contribuables.

Cette réunion se penchera aussi sur la coopération douanière en vue d'une plus grande efficacité, notamment en matière de lutte contre les grands trafics, ainsi que les possibilités de renforcement de capacités et la formation des agents.

Il est prévu également, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, de passer en revue les engagements pris et les initiatives lancées, sur le plan financier, lors de la Conférence de Paris (COP21) et celle de Marrakech (COP22), afin de rendre les flux financiers et les investissements «compatibles» avec un développement à faible émission de gaz à effet de serre.

Le Dialogue en Méditerranée occidentale, dit dialogue 5+5, qui réunit l'Espagne, la France, l'Italie, Malte et le Portugal avec l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Libye et la Mauritanie, a été lancé officiellement à Rome en 1990.

R. T.

Commerce Extérieur

Un plan pour l'organisation du transport des marchandises

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talai, a affirmé, lundi à Alger, qu'un plan logistique national était en cours d'élaboration pour l'organisation du transport et du stockage des marchandises importées et exportées, en vue d'en réduire le coût.

Dans son intervention devant la commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2014, M. Talai a précisé que «ce plan qui sera soumis prochainement au gouvernement permettra d'organiser les activités au niveau des ports, des ports secs, des zones logistiques et des zones industrielles ainsi que celles des

réseaux de transport qui les relient».

Pour le ministre, l'anarchie qui marque actuellement les opérations logistiques est à l'origine de l'augmentation du prix du produit à la consommation (importé et exporté), ce qui impacte la compétitivité des produits algériens destinés à l'exportation.

M. Talai a étayé son intervention de chiffres de la Banque d'Algérie qui font état de près de 3,4 milliards de dollars de coûts pour le transport des produits (importés et exportés) en 2015, sans compter les coûts introduits dans le prix final des produits importés.

Le coût logistique en Algérie est estimé entre 30 et 35% du prix final

des produits contre près de 5% dans les autres pays, selon les chiffres du ministère des Transports. Le premier responsable du secteur a estimé que le plan en question permettrait de réduire le coût du transport de marchandises et, par conséquent, celui des produits importés et exportés, ce qui contribuera à la promotion de la compétitivité des produits exportés au niveau des marchés extérieurs.

Le plan logistique répond aux orientations des autorités publiques visant à encourager et à soutenir l'exportation, a-t-il précisé. Les infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires ainsi que leur raccordement au réseau routier contribueront à atteindre

cet objectif, notamment avec la réalisation du port du centre prévu à Cherchell (Tipasa), a fait savoir M. Talai. Le lancement de la réalisation de ce port par des sociétés chinoises, est prévu avant la fin du premier semestre 2017, selon le ministre qui a indiqué que l'exploitation du port était prévue dans quatre ans et sa livraison dans sept ans. Le port en question sera relié à l'Afrique via la route trans-saharienne, dont il reste quelques tronçons à réaliser. L'Algérie réalise actuellement des travaux de déboulement de cette route sur son territoire.

Dans le même contexte, M. Talai a indiqué que son département ambitionnait de réaliser un aéroport international pour le fret

avec une zone de libre-échange dans la wilaya de Tamanrasset, sans pour autant donner plus de détails sur ce projet. Le ministre a souligné que certains aéroports fermés actuellement à l'instar des aéroports de Mostaganem, Mascara et El Bayadh, seront rouverts pour le fret avec la possibilité d'ouvrir des lignes charters pour le transport des voyageurs.

En réponse à une question d'un membre de la Commission des finances sur la création d'un système de péage au niveau de l'autoroute Est-Ouest, le premier responsable du secteur a affirmé que ce système n'entrera pas en vigueur avant l'achèvement total de la route et de ses infrastructures. **Riad D.**

Tassili Airlines

Cap sur l'Afrique

La compagnie aérienne Tassili Airlines (TAL) envisage de se déployer à travers le continent africain, tout en investissant d'autres créneaux offrant de nouvelles prestations à ses passagers, a affirmé son P-DG, Belkacem Harchaoui, dans un entretien à l'APS.



« Notre objectif est de faire de Tassili Airlines une compagnie régionale en investissant le marché africain. Nous oeuvrons dans ce sens », avance M. Harchaoui, rappelant le projet d'inauguration, au courant du 1^{er} trimestre 2017, d'un vol Alger-Tindouf-Nouakchott.

Ce projet s'inscrit dans le sillage des orientations des pouvoirs publics de promouvoir le produit national et d'encourager les exportations vers l'Afrique qui offre des opportunités certaines, explique-t-il tout en notant qu'il s'agit aussi de continuer à investir l'Europe et « là où la demande s'exprime ».

Dans la perspective de la pénétration du marché africain, poursuit le P-DG, TAL a procédé, fin novembre 2016, à la signature d'un protocole d'accord avec Logitrans (Groupe Sntr), portant sur le fret de marchandises par avion cargo : une spécialisation que la compagnie s'attelle à développer pour accompagner son déploiement continental.

M. Harchaoui a, en outre, insisté sur la volonté de la compagnie d'avoir une « plus grande visibilité » et d'offrir une « autre alternative » pour les passagers, avant de noter que TAL se dis-

tingue également par le volet de la formation auquel elle consacre un budget « assez conséquent » au bénéfice de l'ensemble du personnel navigant et au sol.

« Nous faisons du volet de la formation un cheval de bataille pour pouvoir nous hisser au niveau d'une compagnie de dimension internationale », assure-t-il.

Questionné sur la flotte dont dispose ce transporteur public aérien, il observe que les 12 appareils sont arrivés « à saturation », d'où l'intérêt de renforcer cette flotte pour investir d'autres lignes tant dans le transport pétrolier, domestique qu'étranger, rappelant l'appel d'offres lancé récemment pour l'acquisition de quatre modules de 155 places et d'un module de 70 places.

Un autre appel d'offres a été également lancé pour l'affrètement de deux avions destinés au transport sanitaire du personnel pétrolier et les populations des régions Hassi Messaoud et Adrar.

Outre l'acquisition de nouveaux appareils, la compagnie compte poursuivre sa politique des « tarifs concurrentiels » à travers la réduction des coûts des différents composants.

Concernant les inaugurations effectuées ces derniers mois sur les lignes domestiques et à l'international, le P-DG de TAL fait valoir qu'elles obéissent à « une stratégie bien définie » liée au développement de la compagnie et en rapport avec les besoins de la compagnie-mère, Sonatrach.

« La première priorité » de TAL demeure le transport des travailleurs dans les bases de vie du Sud, tient-il à préciser.

Le second volet est celui liant TAL aux partenaires de Sonatrach, citant l'inauguration, en 2016, des lignes Alger-Oran-Krechba (Ghardaïa) et Alger-Constantine-Krechba, sachant que Krechba abrite le centre d'exploitation de gaz en partenariat avec In Salah Gaz.

En somme, affirme M. Harchaoui, « en tant que filiale du groupe Sonatrach, une société citoyenne, notre compagnie ne peut que s'inscrire dans cette démarche, et notre citoyenneté nous l'exprimons à travers la bonne prise en charge des voyageurs ».

Plus encore, « nous la menons également sur le plan environnemental », citant, notamment, la mise en place, au cours de l'année 2017, d'une « politique carburant » visant la réduction de consom-

mation de kérosène et des émissions de CO₂.

Pour diversifier ses prestations, la compagnie prévoit, à travers sa filiale, de concrétiser un partenariat avec une entreprise nationale pour le lavage des isolateurs des lignes à haute tension localisées dans le nord du pays.

Il s'agit d'un projet au profit du groupe Sonelgaz, en partenariat avec un consortium franco-portugais permettant ainsi d'éviter les fréquentes coupures d'électricité durant la saison estivale.

Rappelant que Tassili Airlines a bénéficié, en mai 2016, de la certification Operational safety audit (losa), un label de qualité sur la sécurité des aéronefs, M. Harchaoui s'est félicité de cette confiance renouvelée, estimant « très important » que la certification eut été obtenue pour la 3^{ème} fois consécutive.

« Le label obtenu au bout d'une semaine d'audit mené par des experts étrangers permet de hisser Tassili Airlines au niveau des compagnies au standard international. Ce processus biennal nous oblige à maintenir le niveau et le rythme pour être au diapason des nouveaux critères d'éligibilité », promet-il.

Riad D.

Saidal-société jordanienne
Acdimia

Signature d'un accord de partenariat

Le groupe Saidal a signé hier à Alger un accord de partenariat avec la société jordanienne Acdimia portant sur la réalisation d'études de bioéquivalence en Algérie.

Signé par le P-DG de Saidal, Yacine Tounsi, et le directeur général d'Acdimia, Mohamed Khalifa, cet accord consiste à la création d'un joint-venture entre les deux parties qui sera chargé des études de conformité des médicaments génériques avec les princeps (médicaments originaux), et ce, dans le nouveau Centre de bioéquivalence du groupe Saidal sis à Hussein Dey (Alger).

Ce partenariat algéro-jordanien, qui scelle une coopération de longue durée, selon M. Tounsi, prévoit, au préalable, une série de formations des cadres de Saidal en Algérie et en Jordanie avant que ne soient entamées les études de bioéquivalence des produits fabriqués, aussi bien par ce groupe public pharmaceutique que par les autres opérateurs industriels pharmaceutiques privés nationaux.

Pour rappel, le centre de bioéquivalence de Saidal, érigé en structure de soutien, avait été inauguré en janvier 2016.

Riad D.

Port de Mostaganem

Déchargement de plus de 50 000 tonnes de semences de pomme de terre

Plus de 50 000 tonnes de semences de pomme de terre importées ont été déchargées au port de Mostaganem dans le cadre de la campagne d'importation de ce produit pour la saison agricole 2016-2017, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya des services agricoles (DSA).

Mouissi Abdelkader a indiqué à l'APS que jusqu'à dimanche soir, plus de 50 000 tonnes de semences importées des Pays-Bas, de France, du Danemark et d'Allemagne ont été déchargées au port, ajoutant que l'opération se poursuivra jusqu'à la fin février prochain.

Le port de Mostaganem accueille, en moyenne, deux à quatre navires par jour chargés de ce produit de tonnage variant entre 2 500 et 4 000 tonnes.

La quantité déchargée au port à ce jour est « saine de maladies parasitaires » à l'issue d'analyses effectuées sur des échantillons de chaque cargaison au niveau de l'Entreprise portuaire de Mostaganem (EPM) et à la station régionale de protection végétale à Debda (commune de Sayada), a-t-on assuré.

Le DSA a fait savoir que la plupart des semences importées sont de type E, de bonne qualité, utilisées plusieurs saisons, ajoutant que le ministère de tutelle a donné, comme condition cette année aux importateurs, d'acquiescer une grande quantité de cette variété.

Une baisse de la quantité de semences de pomme de terre importées est prévue cette année, estimée à 80 000 tonnes de moins, soit 20% par rapport à l'année dernière.

Pour rappel, le port de Mostaganem a enregistré, en 2016, le déchargement de 93 138 tonnes de semences de pomme de terre importées, soit 80% de la quantité globale importée au niveau national.

R. L.

Médicaments

La facture d'importation en hausse en 2016

La facture d'importation des produits pharmaceutiques a augmenté de plus de 2% au cours de l'année 2016 par rapport à 2015 en dépit de la baisse des quantités importées, a appris l'APS auprès des Douanes.

La valeur des importations de ces produits a grimpé à 2,02 milliards de dollars (usd) en 2016 contre 1,97 milliard usd en 2015 (+2,4%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis).

Par contre, les quantités importées ont reculé à 23 614,2 tonnes (t) en 2016 contre 26.915,7 t (+12,26%).

Par catégorie de produits, la facture des médicaments à usage humain s'est chiffrée

à 1,9 milliard usd contre 1,87 milliard usd (+1,52%), tandis que les quantités importées ont baissé à 21 083,1 t contre 24 561,2 t (-14,1%).

Ce sont surtout les médicaments à usage vétérinaire qui ont vu la facture d'importation monter en flèche à 35,17 millions usd contre 29,53 millions usd (+19,1%) malgré une diminution des quantités importées à 661,5 t contre 681,02 t (-2,85%).

Pour les importations des produits parapharmaceutiques (pansements adhésifs, gazes, réactifs...), elles ont augmenté à 81,38 millions usd (1.869,5 t) contre 68,67 millions usd (1.673,5 t), soit une hausse de 18,52% en valeur et de 11,71% en volume.

Dans le cadre de la rationalisation des

importations des médicaments, un arrêté ministériel publié en décembre 2015 avait fixé la liste des produits pharmaceutiques à usage humain et des matériels médicaux fabriqués en Algérie qui sont interdits à l'importation.

Il s'agit de 357 médicaments composés de comprimés, crèmes et pommades dermatiques, solutions injectables, suppositoires, pommades ophtalmiques et de sirop.

S'y ajoute également une liste de 11 matériels médicaux fabriqués localement et qui sont aussi interdits à l'importation telles les seringues, compresses et bandes de gaze et la bicarbonate de soude pour dialyse.

R. N.

Ils vivent seuls ou en difficultés

Des personnes âgées ont bénéficié d'aides et d'accompagnement à domicile

Quelque 153 personnes âgées, vivant seules ou en difficulté, ont bénéficié, en 2016, d'aides et d'accompagnement à domicile, au niveau d'Oran, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de l'action sociale de la wilaya.



Il s'agit d'une population ciblée, formée de 58 femmes et de 12 hommes, vivant seuls ainsi que 61 femmes et 22 hommes vivant dans des conditions sociales difficiles, qui ont bénéficié, dans le cadre d'un programme-pilote d'aides et d'un accompagnement à domicile, a assuré le directeur de l'action sociale, Mohamed Fedala.

Il a ajouté que sa structure développe ce programme en partenariat avec l'association

Chougrani avec qui il a signé une convention avec le ministère de tutelle pour la formation d'aidant à domicile.

Quelque 63 auxiliaires de vie ont été formés pour prendre en charge ces personnes âgées, selon la même source qui soutient que les prestations assurées sont organisées, dirigées et bien encadrées. Il a ajouté que l'action d'accompagnement ayant un caractère durable est soutenue par un appui financier.

Cette expérience-pilote

qualifiée de «positive» sera étendue à travers deux ou trois wilayas du pays avant sa généralisation, a expliqué le responsable précisant que le relais est assuré par l'implication du mouvement associatif qui contribue à la prise en charge de cette frange de la population.

Enumérant les opérations de solidarité durant l'année 2016, le chargé de la famille à la DAS d'Oran, Mohamed Hadri, a affirmé que 278 femmes, victimes de violence,

ont été prises en charge (accueil et écoute psychologique) en plus de 251 autres femmes en situation de détresse.

Pour ce qui est du guichet unique destiné à la prise en charge des handicapés, le directeur de l'action sociale a estimé que ce projet, mené en partenariat avec Handicap international, avance bien en dépit du retard qu'il a enregistré pour l'aménagement des locaux devant abriter cette structure. **R. L.**

Protection et valorisation du patrimoine culturel en Algérie

Formation de jeunes guides

Une formation de guides du patrimoine a été animée à Oran au profit de 15 jeunes bénévoles, a-t-on appris lundi auprès de l'association socio-culturelle locale Santé Sidi El Houari (SDH), organisatrice de cette session.

Le renforcement des capacités des jeunes constitue l'objectif de cette formation qui entre dans le cadre d'un programme national d'appui à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel en Algérie, a-t-on précisé dans un communiqué émanant de l'association et transmis à l'APS.

La rencontre a notamment permis aux stagiaires d'enrichir leurs connaissances dans les domaines du patrimoine matériel, immatériel et naturel, les initiant également aux techniques de préparation et d'animation de visites guidées, a-t-on expliqué.

Les participants s'attendent, d'ores et déjà, à la programmation de sorties destinées à mettre en lumière le potentiel du vieil Oran, au quartier de Sidi El Houari qui abrite à lui seul la majorité des sites et monuments historiques de la wilaya.

La session précédente, organisée par cette même association en décembre dernier, a été consacrée à la formation de jeunes animateurs socioculturels, appelés, quant à eux, à proposer des activités au profit d'autres jeunes parmi les lycéens, écoliers et stagiaires de l'école chantier de SDH.

L'association SDH a, à son actif, 25 années d'activités marquées par ses actions en faveur de la protection et la valorisation du patrimoine et par sa contribution à la formation des jeunes aux métiers traditionnels de la construction au niveau de son école-chantier agréée.

B. R.

Région centre

58607 affaires traitées par les services de la PJ

Les services de la Police judiciaire de la région centre ont traité 58607 affaires criminelles sur un total de 88605 affaires enregistrées en 2016, soit une hausse de 3,50 % par rapport à 2015.

Lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan des activités des services de la police pour l'année 2016, l'inspecteur régional de Police de la région centre, le contrôleur de police Mahmoud Rabah a indiqué lundi que les affaires traitées sont liées principalement aux affaires d'atteinte aux personnes et aux biens, d'atteinte aux deniers publics, d'atteinte aux mœurs ainsi que les crimes économiques et financiers.

Concernant les crimes d'atteinte aux personnes, 23053 affaires ont été traitées, soit une baisse de 5,30 % par rapport à 2015.

La wilaya d'Alger vient en tête avec 10684 affaires, suivie de la wilaya de Chlef (3444 affaires), Blida (2692) et M'sila (2103).

Il s'agit de crimes de coups et blessures, homicide volontaire, homicide involontaire, menaces et insultes.

S'agissant des crimes d'atteinte aux biens, 29283 affaires ont été enregistrées en 2016, soit une baisse de 5,83% par rapport à 2015.

Au volet crimes économiques et financiers, 3777 affaires ont été enregistrées en 2016, en hausse de 10,21%.

Concernant les affaires liées à la cybercriminalité, 372 affaires ont été enregistrées en 2016 dont 221 traitées.

S'agissant des affaires liées aux mineurs, 1786 affaires ont été enregistrées impliquant 2282 enfants, et dont 1694 ont été traitées soit une baisse de 0,50%.

R. Y.

Skikda

Hausse sensible de la production mellifère

La production mellifère a enregistré une hausse sensible dans wilaya de Skikda avec une production de 9 200 quintaux de miel durant cette saison agricole, contre 6 100 quintaux en 2015, a-t-on appris lundi de la direction des services agricoles (DSA).

S'exprimant en marge de la cinquième édition du Salon national du miel organisé depuis samedi dernier au Centre culturel Aïssat Idir de Skikda, Rabeh Messikh, responsable à la DSA, a qualifié la production de cette saison de «substantielle», eu égard à la sécheresse qu'a connue la région de Skikda. Ce responsable a imputé cette hausse à «l'accroissement» du nombre de ruches qui s'est élevé à 172 000 cette saison comparativement à celui de la saison précédente où il était de l'ordre de 115 000, soulignant que la filière de la production mellifère dans cette wilaya compte 3 500 apiculteurs assurant 6 600 offres d'emploi saisonniers.

De son côté, Hichem Gouti, président de l'association des apiculteurs de la wilaya de Skikda et vice-président de la Fédération nationale des apiculteurs, a

indiqué que la wilaya de Skikda produit annuellement plus de 200 000 ruches pleines, précisant qu'en plus de «l'autosuffisance» enregistrée dans ce domaine, elle approvisionne également plusieurs wilayas dont El Tarf, Annaba, Constantine, Souk Ahras, Jijel, Guelma, Bordj Bou Arréridj et Sétif.

Cette même source, a précisé, par ailleurs que les localités les plus productives en miel sont celles de Ramdane Djamel et Salah Bouchaour, soulignant que la wilaya de Skikda est connue par la production du miel d'agrumes, de châtaigne et d'eucalyptus.

Affirmant que l'objectif visé est «l'exportation du miel local», le président de l'association des apiculteurs de Skikda, oeuvre à attirer les jeunes diplômés des centres de formation professionnelle, afin qu'ils investissent dans des unités d'apiculture et de production de miel.

La cinquième édition du salon du miel connaît ces jours-ci une grande affluence des visiteurs à la recherche de miel pur, connu pour ses vertus thérapeutiques. 30 apiculteurs venus de 15 wilayas du

pays, proposent plusieurs variétés de miel, à l'image de l'apicultrice Souad Boughaba, unique femme ayant pris part à ce salon.

Activant dans ce domaine depuis 4 ans dans la localité de Aïn Zouit, cette apicultrice possède 25 ruches et sa passion pour ce métier lui a permis de produire diverses variétés de miel de montagne.

Quant aux prix du miel, ils oscillent entre 3 000 et 4 500 DA le kilogramme, alors que le plus onéreux reste le miel de cèdre, très demandé par les citoyens pour ses multiples bienfaits, et dont les apiculteurs attribuent la cherté aux difficultés liées à sa production.

Des sections locales des différents dispositifs d'emploi de jeunes, de représentants de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et de la société algérienne des assurances (SAA) sont aussi présentes à ce salon.

Organisé par l'association des apiculteurs de la wilaya de Skikda en collaboration avec la direction des services agricoles, le 5^{ème} Salon du miel se poursuivra jusqu'à mercredi prochain. **L. M.**



Entreprise de transport urbain d'Oran

Une centaine d'autobus affrétés pour renforcer la flotte



L'Entreprise de transport urbain d'Oran (ETO) a affrété une centaine d'autobus, qui seront mis en exploitation très prochainement, dans le but de renforcer sa flotte, a-t-on appris lundi de son directeur général.s

« Cette opération intervient dans le but de répondre à la demande de plus en plus croissante sur certaines lignes traditionnelles, mais aussi celle exprimée par certains quartiers et

cités qui accueillent de nouvelles populations dans le cadre du programme de logement entrepris par la wilaya d'Oran», a indiqué à l'APS, Fawzi Berber.

La mise en exploitation de ces autobus se fera très prochainement et progressivement, selon le responsable, qui a souligné « nous allons cibler selon la demande des zones de logement urbaines, Canastel et Belgaid, entre autres qui ont connu une forte dynamique de logement ».

D'autres destinations seront aussi desservies, à l'instar des lignes d'Ain El Turck et de Boutlélis, a-t-il ajouté.

Avec ce projet, quelque 840 postes d'emploi de chauffeurs et de receveurs seront créés, a encore indiqué le responsable. En outre, plus d'une cinquantaine de

nouveaux bus viendront renforcer le parc roulant de l'entreprise publique de transport urbain de la wilaya d'Oran très prochainement, a-t-on annoncé.

« Nous avons signé un contrat avec le Fonds national d'investissement (FNI) pour l'acquisition de 50 autobus aux moyens propres. La livraison se fera très prochainement », a fait savoir M. Berber.

L'ETO dispose d'un parc de 50 bus desservant six (6) lignes de transport urbain et suburbain, à savoir les lignes B, B1, 3, 51, 11 et 37.

Pour ce qui est de la rénovation de l'ancienne flotte, une opération a été entreprise et est à un taux d'accomplissement de 97%, a-t-on noté.

T. F.

Campagne labours semailles

53.537 ha de céréales emblavées

Une superficie totale de 53.537 hectares réservée aux céréales a été emblavée dans la wilaya d'Oran, dans le cadre de la campagne labours-semailles pour la saison agricole 2016-2017, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Tous les moyens ont été mobilisés pour la réussite de cette campagne qui devra atteindre un objectif de 53.910 ha, a indiqué Farida Balache, chargée du dossier céréales à la DSA, qui a ajouté que 30.580,90 quintaux de semences ont été livrés par la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) aux agriculteurs, outre les engrais et les désherbants.

Les 254,5 millimètres de pluies, enregis-

trés de septembre au 23 janvier, ont encouragé les agriculteurs, nombreux à afficher leur réticence en début de campagne en raison des résultats médiocres affichés durant la campagne 2015-2016 avec un rendement ne dépassant pas les 6,5 quintaux à l'hectare, a fait remarquer la même source qui a rappelé que la production céréalière durant cette campagne avait atteint seulement 91.282 quintaux sur une superficie de 54.600 ha.

Cette situation de contre performance a été aggravée par la faible pluviométrie qui, de septembre à fin avril, n'a pas dépassé les 196 mm, a-t-on expliqué.

D'autre part, 56 dossiers de crédits bonifiés Rfig ont été validés au titre de cette

année agricole au profit des céréaliculteurs, a-t-on relevé ajoutant que la superficie emblavée en fourrage tourne autour de 6131 ha.

S'agissant des légumes secs dont l'objectif est la résorption progressive de la jachère, les superficies emblavées ont touché 4.000 ha au niveau du territoire de la wilaya, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, un comité de veille composé de représentants de l'Institut national de production des végétaux (INPV), de la chambre de l'agriculture, de la CCLS a été installée pour assurer le suivi hebdomadaire des campagnes agricoles jusqu'à la récolte, a-t-on annoncé de même source.

Z. F.

Médéa

Des foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Plus de 1200 foyers situés à Khems-Djouamaa et Souagui (Est de Médéa) ont fait lundi leurs adieux à la bonbonne de gaz butane, à la faveur de leur raccordement au réseau de distribution de gaz naturel, a-t-on constaté. L'alimentation en gaz naturel de ces foyers intervient en pleine période hivernale où la consommation de gaz butane atteint des pics, notamment dans les zones rurales et montagneuses.

Pour les 504 foyers de la commune de Khems-Djouamaa, dans la daïra de Sidi-Naamane, cette opération est vue comme une « délivrance » et la fin d'un long cauchemar qui les a hantés durant plusieurs années, d'autant plus qu'elle intervient à une période de grand froid, devenue, selon eux, synonyme de tracas et de pression, en raison des difficultés rencontrées pour l'acquisition d'une bonbonne de gaz butane. Soulagement partagé par les 703 foyers de la localité de Souagui, réputés pour ses températures glaciales, qui n'auront plus à effectuer de longs déplacements vers Beni-Slimane, distante d'une vingtaine de kilomètres, pour décrocher la « précieuse bonbonne de gaz ».

L'hiver sera, dorénavant, moins rude pour ces centaines de familles qui peuvent, à l'instar de beaucoup d'autres localités pourvues de gaz naturel, passer la saison dans le chaud, l'esprit tranquille et, surtout, débarrassés de l'angoisse de la « bonbonne vide ». Pas moins de 1866 foyers, programmés dans ce plan de raccordement, vont bénéficier, dans les prochaines semaines, d'un branchement au réseau de distribution de gaz naturel, selon des responsables de la direction de l'énergie. Ces derniers précisent que des travaux sont en cours pour le raccordement « graduelle » de 1181 nouveaux foyers dans la commune de Souagui et 685 autres dans la localité de Khems-Djouamaa, ajoutant que le nombre global de foyers qui seront touchés, une fois l'opération concrétisée dans sa totalité, atteindra 3073 foyers.

R. M.

Ouargla

Plus de 4.700 places de formation pour la session de février

Quelque 4.741 nouvelles places de formation sont offertes, au titre de la rentrée de formation professionnelle (session de février) dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Ces places se répartissent sur la formation résidentielle (975 postes), l'apprentissage (1.866), la formation passerelle (100), les cours du soir (75), la formation qualifiante (415) et la formation de la femme au foyer (1.310), a-t-on précisé. Le secteur prévoit l'ouverture de 1.386 postes pour la formation à distance et 635 autres en formation qualifiante par des établissements de formation privée, agréés par l'Etat, selon la même source qui fait état d'un nombre global de 13.673 stagiaires à travers les différents établissements de formation de la wilaya.

La session de février de la formation professionnelle sera marquée par l'ouverture d'une nouvelle filière portant sur la lunetterie (montage et maintenance), en vue de répondre aux besoins du marché local. Dans le but de permettre au plus grand nombre de jeunes d'acquiescer un métier, la direction du secteur a lancé un programme d'information et de sensibilisation à travers les ondes radiophoniques, des caravanes d'information, des rencontres de proximité, ainsi que des expositions et des Portes ouvertes. Le secteur de la formation compte 17 centres de formation et d'apprentissage, cinq (5) instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle, un institut d'enseignement et de formation spécialisé en pédagogie et recyclage des personnels du secteur, un centre régional de formation à distance et 18 établissements privés agréés, encadrés par 536 enseignants, dont 103 enseignants spécialisés F.P de 1er niveau et 152 autres de second niveau. En matière de structures socio-pédagogiques, le secteur dispose de 14 internats, d'une capacité de 1.440 lits, dont 120 lits pour les filles.

D. T.

Laghouat

Remise des clés aux bénéficiaires de logements promotionnels aidés

Au moins 300 clés de logements promotionnels aidés (LPA) ont été remises lundi à leurs bénéficiaires dans la commune de Laghouat, a-t-on constaté. Localisé au niveau du quartier Oasis-Nord (chef-lieu de wilaya), ce quota de logements de type F3 fait partie d'un programme de 700 unités, selon les explications fournies par les services de l'antenne locale de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Il est prévu aussi l'attribution du quota restant de cette formule, avant la fin du premier

semestre de l'année en cours. Rencontrés par l'APS, des bénéficiaires ont saisi cette occasion pour exprimer leur satisfaction de cette initiative et saluer les efforts des pouvoirs publics en matière de concrétisation des programmes d'habitat. Ce programme de 700 logements promotionnels aidés constitue l'unique programme du genre accordé, ces dernières années, à la wilaya de Laghouat, a-t-on fait savoir.

Z. F.

CONFLITS ▶▶

Syrie

Les négociations de paix se rapprochent d'une "déclaration finale"

Les négociations de paix entre le gouvernement syrien et les groupes d'opposition, en cours à Astana (capitale du Kazakhstan), devraient déboucher sur une "déclaration finale" qui puisse conforter une cessation des hostilités.



Le gouvernement syrien et les groupes d'opposition engagés dans les pourparlers de paix à Astana, entamés lundi sous le patronage de la Russie, de la Turquie et de l'Iran, ont affirmé attendre un renforcement du cessez-le-feu établi à la faveur d'une médiation russo-turque.

L'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura a déclaré au deuxième jour de pourparlers de paix à Astana que: "Nous sommes proches d'une déclaration finale. Il y a des discussions très intenses car il ne s'agit pas juste d'un bout de papier, il s'agit d'une cessation des hostilités", estimant que les pourparlers pourraient s'achever dès mardi.

Appels à la mise en place effective d'une trêve

Les deux camps ont affirmé attendre avant tout des pourparlers un renforcement du cessez-le-feu qui a conduit à une réduction des violences malgré des violations régulières.

L'envoyé spécial de l'ONU a néanmoins indiqué que les deux camps étaient "proches" d'une déclaration finale, qui devrait porter sur la création de mécanismes de surveillance et de consolidation du cessez-le-feu, instauré le 30 décembre, qui a conduit à une réduction de la violence malgré des violations régulières.

De son côté, le porte-parole de l'opposition, Yahia al-Arabi a appelé les parrains de la réunion à apporter plus de garanties sur la mise en place effective d'une trêve, régulièrement violée sur le terrain en dépit du premier cessez-le-feu conclu le 29 décembre sous l'égide de la Russie et de la Turquie.

Le meneur de la délégation rebelle, Mohammad Allouche, avait d'emblée insisté lundi sur le "gel des opérations militaires" et l'amélioration de l'accès à l'aide humanitaire pour la population civile. Les rebelles exigent également l'arrêt des hostilités à Wadi Barada, zone clé pour l'approvisionnement en eau de Damas, où des combats se sont encore déroulés

dans la nuit de dimanche à lundi.

"Le principal obstacle au succès de ces négociations sont les violations répétées (de la trêve) et la menace de déplacements forcés dans certaines zones", a affirmé un porte-parole rebelle, Ossama Abou Zeid.

Un membre de la délégation rebelle a déclaré que son groupe était d'accord pour que la Russie soit un des garants de la trêve actuelle, mais pas l'Iran, dont les milices combattent aux côtés des forces gouvernementales.

Les rebelles menacent de reprendre le combat

Les rebelles syriens ont en outre fait savoir qu'ils reprendraient le combat en cas d'échec des négociations, destinées en principe à servir de base aux pourparlers sous l'égide de l'ONU à Genève le 8 février.

"Si les négociations sont un succès, nous sommes pour les négociations. Si elles échouent, malheureusement, nous n'aurons pas d'autre choix que de continuer le combat", a prévenu Ossama Abou Zeid, un porte-parole de la délégation rebelle.

Les rebelles ont toutefois choisi de ne pas s'adresser directement aux représentants du gouvernement même s'ils étaient tous assis autour d'une même grande table ronde, à l'hôtel Rixos d'Astana.

Ces négociations sont les premières entre le gouvernement et des chefs rebelles syriens ayant plusieurs milliers de combattants sous leur bannière et contrôlant effectivement des territoires. Les opposants politiques sont cette fois cantonnés à un rôle de conseillers.

Parallèlement, une conférence sur l'urgence humanitaire en Syrie doit avoir lieu mardi à Helsinki en présence du patron des opérations humanitaires de l'ONU Stephen O'Brien et du Haut Commissaire pour les réfugiés, Filippo Grandi.

Jusqu'à présent, les pourparlers ont tous échoué à mettre fin au conflit en Syrie qui a fait plus de 310.000 morts depuis 2011.

R. N.

Irak

Le gouvernement annonce contrôler tout Mossoul-Est

Les forces irakiennes ont repris le contrôle de tous les quartiers de Mossoul situés sur la rive orientale du Tigre, ont annoncé lundi les autorités de Bagdad.

"Les forces armées ont réussi à totalement libérer la rive gauche de la ville de Mossoul après avoir infligé de lourdes pertes en vies humaines et en matériel à l'ennemi", a dit le ministère irakien de la Défense dans un communiqué mis en ligne sur son site internet.

"Nous avons achevé la libération totale de la rive gauche de Mossoul. C'est un cadeau au peuple irakien", a confirmé le vice-président irakien du Parlement, Houman Hamoudi, après avoir été reçu par le Premier ministre Haïdar al Abadi.

Les troupes gouvernementales sont entrées dimanche dans Rachidiya, le dernier quartier que les djihadistes contrôlaient encore à l'est du Tigre, a précisé le

général Yahya Rassoul, porte-parole de l'armée. Des opérations sont en cours pour chasser les derniers membres de l'EI de leur ultime poche de résistance dans ce quartier, a-t-il dit dans un communiqué.

Un habitant de Rachidiya a déclaré que l'armée avait envahi le secteur à la suite de frappes aériennes qui ont détruit un char et une voiture piégée que les djihadistes s'approprièrent à lancer sur leurs ennemis.

Les djihadistes "sont arrivés de la rive gauche et cherchent des maisons sur la rive droite", a déclaré un habitant de Zanjali, un quartier de Mossoul-Ouest.

La contre-offensive visant à reprendre la grande métropole du nord de l'Irak, conquise en juin 2014 par les combattants du groupe Etat islamique (EI), a débuté le 17 octobre dernier.

Les quartiers de Mossoul situés à l'ouest du Tigre sont le dernier bastion

urbain de l'organisation djihadiste en Irak. C'est notamment là que se trouve la grande mosquée d'où Abou Bakr al Baghdadi, le chef de l'EI, avait proclamé en 2014 son "califat".

La partie occidentale de Mossoul abriterait encore quelque 750.000 habitants, selon les estimations des Nations unies.

L'Onu a exprimé son inquiétude quant au sort des civils présents dans ces quartiers ouest. "Les informations que nous recevons de l'intérieur de Mossoul-Ouest sont alarmantes", a déclaré Lise Grande, coordinatrice humanitaire pour l'Irak, dans un communiqué.

"Le prix des produits et fournitures de base a explosé (...), de nombreuses familles sans revenu ne mangent qu'une fois par jour. D'autres sont obligées de brûler leurs meubles pour rester au chaud", a-t-elle ajouté.

Y. L.

Yémen

40 morts dans des combats entre rebelles et forces progouvernementales

Au moins 40 personnes ont été tuées lundi dans de nouveaux combats, toujours en cours, entre les forces progouvernementales yéménites et des rebelles armés houthis autour de Mokha (sud-ouest), ont indiqué des sources militaires.

Les combats se concentraient mardi dans les périphéries sud et est de Mokha où les troupes loyalistes encerclaient les rebelles, entravant leur progression vers le centre-ville, ont ajouté ces sources.

Dans la nuit, des échanges de tirs ont opposé l'armée gouvernementale à des poches de résistance rebelles dans l'enceinte du port de Mokha, que les forces progouvernementales ont déclaré avoir repris lundi.

Selon des sources militaires et médicales, au moins 28 rebelles et 12 combattants des forces loyales au président Abd Rabbo Mansour Hadi ont péri dans les combats des dernières 24 heures.

Ainsi, près de 200 personnes ont été tuées dans les deux camps depuis le lancement le 7 janvier par les forces progouvernementales d'une vaste offensive pour chasser les Houthis de la côte ouest du Yémen.

"Malgré d'importantes pertes humaines, les Houthis sont toujours présents dans le centre de Mokha", a déclaré un officier loyaliste, cité par l'AFP.

Depuis l'intensification du conflit après l'intervention de la coalition arabe en mars 2015, plus de 7.400 personnes ont été tuées et près de 40.000 blessées, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mais un coordinateur humanitaire de l'ONU, Jamie McGoldrick, a avancé la semaine dernière un bilan de 10.000 civils tués.

L'envoyé spécial de l'ONU appelle à la cessation des hostilités

L'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, a appelé à la cessation des hostilités, à l'issue d'une visite de deux jours dans la capitale yéménite Sanaa.

Lors de sa visite, M. Ould Cheikh Ahmed a rencontré des représentants des rebelles houthis et du Congrès général du peuple.

Les réunions se sont concentrées sur "un règlement politique complet et global de la crise, la reprise de la cessation des hostilités, le plan de sécurité requis pour l'accord de paix et la nécessité de lever les restrictions sur l'accès des avions civils commerciaux à l'aéroport de Sanaa", a précisé le porte-parole du secrétaire général de l'ONU dans une note à la presse.

M. Ould Cheikh Ahmed a exhorté ses interlocuteurs à entamer des discussions détaillées sur un programme de retrait des forces et de dépôt des armes moyennes et lourdes, a-t-il soutenu.

Il a également invité tous les acteurs concernés à prendre les mesures nécessaires pour lever les restrictions à l'accès des avions civils commerciaux à l'aéroport international de Sanaa.

Les forces gouvernementales yéménites, soutenues depuis mars 2015 par une coalition arabe sous commandement saoudien affrontent à la fois des rebelles Houthis, qui contrôlent une partie du territoire dont la capitale Sanaa (nord), et des groupes terroristes bien implantés dans le sud et le sud-est du Yémen.

Depuis mars 2015, plus de 7.400 personnes ont été tuées au Yémen, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Un coordinateur humanitaire de l'ONU, Jamie McGoldrick, a donné cette semaine un bilan beaucoup plus élevé en citant une estimation de 10.000 civils tués.

R. I.



AFRICAINES

Gambie

Le village de Yahya Jammeh remâche son amertume

Dans toute la Gambie, les militaires africains venus forcer Yahya Jammeh à partir sont accueillis en sauveurs. Mais dans son village natal de Kanilai, desservi successivement par une route au nom de son épouse puis au sien, les habitants remâchent leur amertume.



Les portraits géants de Yahya Jammeh, en bou-bou et chéchia blancs, un chapelet à la main et le visage fendu d'un large sourire, accueillent toujours les visiteurs à l'entrée du village, tout proche de la région sénégalaise de Casamance (sud).

"Dieu lui avait donné le pouvoir, Dieu le lui a repris", philosophe un jeune, parmi un petit groupe assis sous le préau d'un bâtiment et manifestement réticent à une discussion sur l'enfant du pays, parti en exil samedi soir.

Une femme, visiblement en colère, crache des imprécations dans une langue locale. L'atmosphère devient pesante, les visages visiblement hostiles à la présence de journalistes étrangers.

Comprenant qu'elle n'est pas la bienvenue, l'équipe de l'AFP écoute sa visite.

Dans ce village reculé entouré d'une dense végétation, d'arbres géants et de palmiers à huile, à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale, Banjul, Yahya Jammeh a fait construire un imposant palais, plusieurs enceintes sportives, un hôtel et même un zoo.

La vaste demeure, au portail en fer, est surmontée d'un mirador. De l'extérieur, on aperçoit un édifice en forme d'arc de triomphe. Accès et prises de vues interdits, prévient courtoisement mais fermement un responsable de la sécurité, qui conseille d'aller plutôt parler aux habitants.

Le portail s'ouvre puis se referme pour laisser passer deux camions chargés de moutons et de bœufs. Sur une portière, on peut lire: "en Yahya Jammeh nous croyons" ou encore "les fermes familiales de Kanilai", ses propriétés personnelles.

"Ce sont des bêtes qui vont dans

sa ferme", souffle doucement un garde selon lequel des membres de la famille de l'ancien président, qu'il n'a pas identifiés, se trouvent à l'intérieur.

Après 22 ans au pouvoir, Yahya Jammeh a quitté Banjul pour la Guinée-Equatoriale en compagnie de membres de sa famille et de son entourage, ainsi que de nombreuses possessions. Les biens qu'il n'a pu emporter, comme les troupeaux, ont été mis en lieu sûr.

Ce départ a marqué le dénouement de six semaines d'une crise provoquée par son refus d'accepter les résultats de l'élection présidentielle du 1er décembre, remportée par l'opposant Adama Barrow, qu'il avait pourtant félicité pour sa victoire le lendemain du vote, à la surprise générale.

Dans un appel téléphonique à M. Barrow enregistré et télévisé il évoquait alors en plaisantant une pos-

sible reconversion dans l'agriculture à Kanilai.

C'est finalement sous la menace d'une intervention militaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), déclenchée le 19 janvier à partir du Sénégal, et après une ultime médiation des présidents mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz et guinéen Alpha Condé, qu'il s'est résolu à céder le pouvoir.

Une obstination qui a valu à son village natal d'être l'une des premières cibles de l'opération, suspendue au bout de quelques heures pour permettre la médiation.

"On a tiré sur Kanilai, je me demande pourquoi", confie un des rares habitants ouvertement critiques de Yahya Jammeh, estimant injuste de devoir payer pour ses actes.

"Ce sont des maisons de pauvres. Yahya Jammeh n'a rien fait

ici", affirme-t-il, montrant les boutiques et les maisons en pisé au toit en zinc qui jalonnent la voie conduisant au palais.

"Nous sommes des soldats. Nous travaillons pour la nation et non pour Yahya Jammeh", assure un garde, qui lui est reconnaissant de certains progrès, comme la construction de routes... ou le passage de la télévision gambienne du noir et blanc à la couleur.

Plus au nord, dans la localité frontalière de Farafegny où les militaires soldats sénégalais de la force ouest-africaine ont été salués par des vivats, dans le poste de police une agente fait place nette.

Elle retourne à l'envers une photo de Yahya Jammeh déposée au fond d'une caisse et décroche du mur un calendrier à son effigie pour lui faire connaître le même sort.

AFP

Somalie L'ONU se félicite de l'élection aux deux chambres du Parlement fédéral

Plusieurs organisations internationales, dont les Nations Unies, ainsi que plusieurs pays ont félicité les parlementaires somaliens pour avoir élu les présidents et vice-présidents des deux chambres du Parlement fédéral, appelant à élaborer "une nouvelle législation nécessaire à la bonne gouvernance".

"Les partenaires internationaux appellent à la formation rapide du Comité mixte ad-hoc sur l'élection du président fédéral afin de faciliter la tenue d'un vote présidentiel par les deux chambres du Parlement dès que possible", ont déclaré l'ONU, l'Union africaine, l'Union européenne, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), l'Ethiopie, l'Italie, la Suède, le Royaume-Uni et les Etats-Unis dans un communiqué de presse lundi.

"Les membres du nouveau parlement somalien seront confrontés à un programme législatif important et crucial. La communauté internationale souhaite que les deux chambres du Parlement maintiennent une relation de travail positive entre elles et avec l'exécutif, afin d'accomplir la tâche importante de construire une Somalie meilleure", ont-ils ajouté.

"Au moment où la Somalie est confrontée à de multiples défis, notamment la sécheresse, le chômage et l'insécurité, les parlementaires ont la possibilité de montrer un leadership qui répond aux besoins les plus élémentaires des citoyens", a déclaré le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Somalie, Michael Keating.

Reda A.

AFP

Egypte

L'armée va pouvoir fonder une compagnie pharmaceutique

Le gouvernement égyptien a autorisé l'armée à fonder une compagnie pharmaceutique alors que les prix des médicaments se sont envolés ces derniers mois et que certains viennent à manquer, a-t-on appris de source officielle lundi.

Le Premier ministre Chérif Ismaïl "autorise l'Autorité nationale de la production militaire à participer à la mise en place d'une société commune cotée, la Compagnie nationale pour les produits pharmaceutiques", selon la décision publiée dimanche dans le Journal officiel.

Le texte ne précise pas quels sont les médicaments qui pourront être produits par cette compagnie.

Ces derniers mois, l'Egypte s'est retrouvée confrontée à une grave pénurie de devises étrangères --en raison de la dépréciation de la livre par rapport au dollar-- et le coût de la vie a explosé. Des produits ont ainsi disparu des

rayons, dont des médicaments vitaux pour soigner le diabète, les maladies cardiaques, le cancer ou l'insuffisance rénale.

Les distributeurs expliquent que l'importation de certains médicaments, achetés en dollars, est devenue plus onéreuse. Un surcoût qu'ils ne peuvent répercuter à la vente, le gouvernement imposant un tarif fixe pour les médicaments, d'où les pénuries.

Cette version est contestée par le ministère de la Santé qui les accuse de restreindre l'approvisionnement des pharmacies afin d'obtenir une hausse des tarifs réglementés.

Le 12 janvier, le ministre de la Santé Ahmed Emad a toutefois annoncé une augmentation de 30 à 50% des prix d'un quart des médicaments vendus en Egypte.

Minée par une grave crise économique depuis la révolte de 2011 contre Hosni Moubarak, le pays a obtenu un prêt de 12 mil-

liards de dollars (11 milliards d'euros) du Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement a lancé un douloureux programme d'austérité. En novembre, il a également pris la décision de libérer le cours de la livre égyptienne.

L'armée, épine dorsale du régime politique, joue un rôle économique important depuis des décennies, ses usines produisant des pâtes, de l'eau minérale ou encore du ciment.

Mais depuis l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al-Sissi, lui-même ancien chef de l'armée, élu président après avoir destitué l'islamiste Mohamed Morsi en 2013, l'armée a franchi une étape supplémentaire., même s'il est difficile d'évaluer l'ampleur des activités économiques de l'institution.

En décembre, M. Sissi a toutefois indiqué que la participation de l'armée dans l'économie nationale était de 1,5 à 2%.

Etats-Unis

Trump porte un coup d'arrêt au libre-échange d'Obama

Comme annoncé durant sa campagne, Donald Trump a entamé sa présidence en signant l'acte de retrait des Etats-Unis du traité de libre-échange transpacifique (TPP), dont l'administration de Barack Obama avait fait l'une de ses priorités.

Après un premier week-end chaotique au cours duquel ses opposants ont fait une démonstration de force dans la rue et son porte-parole a été accusé de mensonge, le président républicain veut agir vite. «Nous en parlions depuis longtemps», a-t-il déclaré aux journalistes présents lors de la signature lundi dans le Bureau ovale, jugeant que le retrait du TPP était «une bonne chose pour le travailleur américain».

Vu comme un contrepoids à l'influence grandissante de la Chine, ce traité a été signé en 2015 après d'âpres négociations par 12 pays d'Asie-Pacifique représentant 40% de l'économie mondiale. Mais le texte, qui va bien au-delà de la simple levée des barrières douanières, n'était pas encore entré en vigueur, en l'absence de ratification par le Congrès américain.

«Le TPP tel que nous le connaissons n'est plus sur la table», a commenté le ministre chilien des Relations extérieures, Heraldo Muñoz, depuis le Chili. Son gouvernement a invité les ministres des Affaires étrangères et du Commerce des pays signataires de l'accord, ainsi que la Chine et la Corée du Sud, à une réunion à la mi-mars pour étudier les conséquences du retrait des Etats-Unis du TPP. Le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, a reconnu que la Chine était «un grand marché pour les Etats-Unis», mais il a prévenu que le commerce devait «marcher dans les deux sens».

Après le TPP, l'Aléna

Sans perdre de temps, le président républicain entend redessiner les contours des accords commerciaux, certains anciens, liant les Etats-Unis au reste du monde.

Il a annoncé dimanche qu'il allait commencer à renégocier l'Accord de libre-échange



ge nord-américain (Aléna) avec les dirigeants du Canada et du Mexique qu'il doit voir prochainement. Une rencontre avec son homologue mexicain Enrique Peña Nieto est notamment prévue le 31 janvier.

Ce dernier a indiqué lundi qu'il ne souhaitait «ni confrontation, ni soumission», appelant au dialogue et à la négociation avec les Etats-Unis. M. Trump, qui a promis durant sa campagne de construire un mur frontalier entre son pays et le Mexique financé par Mexico, a dit espérer de «très bons résultats» avec ce pays sur les questions d'immigration et de sécurité.

Le Canada, «grand partenaire des Etats-Unis depuis aussi longtemps que l'on puisse se rappeler» n'a de son côté pas trop à s'en faire, a assuré un conseiller de M. Trump, Stephen Schwarzman, après un entretien avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau.

Au-delà du TPP, Donald Trump a signé deux décrets qui illustrent avec force la direction qu'entend prendre la nouvelle administration: le gel des embauches de fonctionnaires au niveau fédéral, qui ne s'applique cependant pas au personnel militaire, et l'interdiction du financement par des fonds fédéraux d'ONG internationales qui soutiennent l'avortement. Cette dernière décision, prise au lendemain du 44e anniversaire de «Roe V. Wade», l'arrêt emblématique de la Cour suprême qui a légalisé l'avortement aux Etats-Unis, a suscité la colère des démocrates et des organisations de défense des libertés.

Haro sur la réglementation

Recevant 12 dirigeants d'entreprise à la Maison Blanche lundi matin, il leur a promis des baisses «massives» d'impôts et a affiché sa volonté de réduire la réglementation «de

75%, peut-être plus», sans donner la moindre précision sur la nature exacte des réformes envisagées.

A court terme, il devrait cependant se heurter à un obstacle de taille: son équipe est loin d'être opérationnelle. Seuls trois membres de son administration - James Mattis à la tête du Pentagone, John Kelly secrétaire à la Sécurité intérieure et Mike Pompeo, nommé directeur de la CIA - ont à ce jour été confirmés par le Sénat.

Mais la voie semble désormais dégagée pour l'un des principaux d'entre eux: Rex Tillerson, ancien patron d'ExxonMobil, choisi pour diriger la diplomatie américaine. Marco Rubio, dernier sénateur républicain qui était indécis, a annoncé lundi qu'il ne s'opposerait pas à sa nomination à la tête du puissant département d'Etat.

AFP

Le Sénat confirme Pompeo à la tête de la CIA

■ Le Sénat américain a confirmé lundi, Mike Pompeo au poste de directeur de la CIA, auquel l'avait nommé Donald Trump, tandis que le chef de la diplomatie choisi par le nouveau président américain devrait être validé prochainement.

Mike Pompeo, élu républicain, est seulement le troisième membre de l'administration de Donald Trump à être confirmé à son poste.

Le nouveau chef du service d'espionnage, âgé de 53 ans, a été confirmé au Sénat par un vote à 66 voix pour et 32 contre, s'appuyant notamment sur un fort soutien des adversaires démocrates.

«Il sera un excellent directeur de la CIA», a salué Paul Ryan, l'homme fort du Congrès américain, qui a félicité son collègue de la chambre des représentants sur Twitter.

Une large portion de l'opposition démocrate lui concède sa fine connaissance sur les questions de renseignement, notamment dans

le domaine de la cybersécurité.

Il «s'est engagé à respecter la loi au regard de la torture (et) promis de fournir une analyse objective du respect par l'Iran de l'accord sur le nucléaire», a souligné la sénatrice démocrate Dianne Feinstein, vice-présidente de la commission du renseignement.

En parallèle, la commission des Affaires étrangères du Sénat américain a approuvé lundi la nomination par Donald Trump de Rex Tillerson, ancien P-DG d'ExxonMobil, à la tête du département d'Etat, malgré l'opposition démocrate.

Les sénateurs de la commission ont voté par 11 voix contre 10 en sa faveur, tous les républicains votant oui et tous les démocrates non. C'est désormais à l'ensemble des sénateurs de voter pour finaliser cette nomination, à une date qui n'a pas encore été programmée.

Les réserves de plusieurs élus conserva-

teurs, comme John McCain et Marco Rubio, ont finalement été vaincues. Ils s'étaient émus des relations passées du patron du géant pétrolier avec les autorités de Russie, où ExxonMobil a des intérêts importants, et du refus de Rex Tillerson, lors de son audition au Sénat, d'accuser Vladimir Poutine de crime de guerre en Syrie.

«Étant donnée l'incertitude existant dans notre pays et à l'étranger vis-à-vis de notre politique étrangère, retarder inutilement sa confirmation, ou l'entacher de controverse, desservirait nos intérêts nationaux», a déclaré Marco Rubio sur Facebook lundi, après avoir fait monter le suspense pendant des semaines.

Devant les sénateurs, Rex Tillerson s'était démarqué le 11 janvier du président républicain dans quelques dossiers géopolitiques, y compris la Russie, dont le président Trump veut se rapprocher.

«La Russie représente aujourd'hui un danger», a-t-il jugé, assurant que Washington et Moscou ne seraient «probablement jamais amis» car leurs «systèmes de valeurs sont clairement différents». Il a condamné le fait que Moscou ait «envahi l'Ukraine en s'emparant de la Crimée et apporté son soutien aux forces syriennes», réclamant une «réponse vigoureuse» des Etats-Unis.

Avant Mike Pompeo, seuls deux ministres non controversés de Donald Trump avaient été confirmés à leurs postes, avec l'appui de très nombreux démocrates: les anciens généraux James Mattis à la Défense (98 contre 1) et John Kelly à la Sécurité intérieure (88 contre 11), vendredi. Jeff Sessions, un sénateur ultra-conservateur fidèle de Donald Trump nommé à la Justice, verra sa nomination examinée mardi en commission. Le vote en plénière n'a pas été programmé.

AFP

Trump, Poutine, Erdogan

Le désir d'autorité a un précédent: Jules César

Les admirateurs de César se sentaient flattés par la puissance de leur chef qu'ils confondaient volontiers avec leur propre grandeur. Des siècles plus tard, c'est aussi ce qui a permis l'arrivée au pouvoir des leaders américain, russe et turc.

Par Christian-Georges Schwentzel

«**A** bas les chefs!», proclamait, il y a 150 ans, le penseur anarchiste Joseph Déjacque, s'exprimant au nom du prolétariat. Aujourd'hui, c'est l'inverse qui se produit: les pauvres et les déclassés semblent plébisciter des leaders autoritaires que les élites qualifient de «populistes». On les croyait en perte de vitesse, mais ils sont bel et bien de retour en ce début du XXI^e siècle.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les autocrates avaient progressivement disparu: fin des dictatures de droite dans les années 1970 (Espagne, Portugal, Grèce); disparition de la plupart des dictatures militaires en Amérique latine dans les années 1980 (Argentine, Brésil, Chili); et, pour terminer, effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est, dont un des épisodes les plus frappants aura été l'exécution du «Génie des Carpates», Ceaucescu, en décembre 1989, au terme d'une procédure expéditive.

Dix ans plus tard, le mouvement de démocratisation est canalisé par Vladimir Poutine, restaurateur d'un pouvoir fort en Russie. Ce modèle inspire actuellement au président turc Erdogan une franche dérive autoritaire. La Chine, qui n'a jamais été une démocratie, renoue sous le président Xi Jinping, arrivé au pouvoir en 2013, avec une forme d'autocratie personnelle qui rappelle Mao.

Plus étonnant encore, les démocraties occidentales sont elles-mêmes atteintes par ce phénomène nouveau, comme le montre l'exemple de Viktor Orbán en Hongrie. Sans parler de la victoire, encore impensable il y a quelques mois, de Donald Trump qui a définitivement consacré ce revirement historique: la plus grande puissance mondiale vient, à son tour, de se doter d'un «homme fort».

Césarisme et servitude volontaire

Bien sûr, il ne faut pas négliger l'immense fossé séparant le monarque Xi Jinping de l'Amérique de Trump, qui demeure un État fondamentalement démocratique. Il n'empêche: il y a bien un point commun dans la manière très personnelle dont les deux leaders prétendent incarner la souveraineté.

Certains analystes emploient l'énéologie «césarisme» pour désigner ce type de pouvoir. Mais cette pratique n'est pas une nouveauté: elle se nomme «césarisme». Elle est comparable à la dictature paradoxale de Jules César: l'antique maître de Rome fut assassiné par une élite d'aristocrates, attachés à leurs privilèges, tandis que le peuple pauvre pleura la mort de son chef, bien loin d'applaudir un quelconque retour de la liberté.

Avec César, Poutine ou Trump, on retrouve cette idée que la liberté politique n'a vraiment d'intérêt que pour l'élite. L'histoire nous montre que les exclus ont parfois eu d'autres priorités que la démocratie; c'est ce que La Boétie nommait «servitude volontaire». Comment expliquer cet attachement à la figure du chef?

César avait cherché à plaire au peuple pauvre par des dons d'argent et de nourriture; il lui avait aussi offert des divertissements: du pain et des jeux. Mais l'adulation allait bien plus loin que la simple satisfaction matérielle. Les admirateurs de César se sentaient flattés par la puissance de leur chef qu'ils confondaient volontiers avec leur propre grandeur. Le peuple avait fait de César «son» champion, par un processus de transfert, comme des supporters qui s'identifient à une équipe de foot et exultent lorsqu'elle remporte une compétition.

Le peuple vivait par procuration grâce à César. Il plaçait dans la figure du dictateur sa fierté et le dépassement de ses frustrations quotidiennes. Le culte rendu au chef flatte non seulement le chef, mais aussi ceux qui lui rendent un culte. Il s'agit là d'un des mécanismes de la soumission volontaire: les admirateurs se placent d'eux-mêmes sous le rayonnement du leader; disgraciés, dans leurs existences banales, ils se trouvent irradiés par le rêve de grandeur et de puissance que diffuse en eux la figure du chef.

Qu'est-ce qu'un chef charismatique?

Cet amour pour le chef peut se transformer en une véritable foi en son «charisme». Il ne s'agit pas d'une qualité objective: le leader est dit charismatique lorsqu'il répond aux désirs de ses partisans. Trouver un homme charismatique est aussi subjectif que le considérer comme beau, sympathique ou séduisant. Le charisme ne vient pas de l'indi-



vidu lui-même, mais de ses spectateurs. C'est une affaire de fascination et de libido: un amour que le chef parvient à susciter chez le peuple.

Il dispose pour cela de quelques bonnes vieilles recettes: nos apprentis-Césars doivent faire croire qu'ils mettent leurs muscles au service du peuple, contre les dangers qui le menacent. Orbán y parvient très bien, lorsqu'il prend des postures d'homme fort, contrôlant ses frontières et l'afflux des migrants, malgré les condamnations de la Commission européenne.

Comme autrefois à Rome, la figure du leader est associée, dans l'imaginaire populaire, à la notion de souveraineté. Pour le peuple, il incarne l'autorité de l'État, la sécurité des citoyens et l'unité de la nation soudée autour de ses valeurs traditionnelles, tout en constituant un gage d'efficacité politique.

À la manière d'Orbán, Trump entend lui aussi se poser en rempart face au déferlement migratoire et au terrorisme, deux phénomènes souvent associés dans leurs discours. Le chef-sauveur prétend remédier à toutes les formes d'insécurité: physique (peur des attentats et des agressions), économique (crainte que les étrangers prennent la place des travailleurs locaux, que ce soit dans le pays lui-même ou bien à la faveur des délocalisations) et culturelle (peur d'une perte d'identité). Tout un répertoire facilement exploitable par celui qui cherche à se faire passer pour le sauveur. Quitte à exagérer et à sur-dramatiser les menaces réelles.

D'antiques modèles pour les présidents d'aujourd'hui

Les chefs charismatiques du XXI^e siècle réactivent d'anciens modèles de domination. Erdogan s'est fait construire un gigantesque palais à Ankara, comparable à ceux des anciens rois perses, des sultans seldjoukides et des califes ottomans. En 2015, il reçoit la chancelière Angela Merkel, dans une riche demeure d'Istanbul, installé sur un grand trône doré. De quoi impressionner ses spectateurs en se faisant passer pour un leader opulent et majestueux.

Poutine aime apparaître comme un chef athlétique et héroïque, à la manière d'Alexandre le Grand; sur les photos officielles, on le voit parfois torse nu, à la chasse ou bien en train de maîtriser un fauve. Les partisans de Trump suggèrent que le nouveau président est une sorte de prophète et de messie que Dieu aurait mis au service de l'Amérique; ils n'hésitent pas à le comparer à Moïse et à l'ancien roi biblique David. Nos Césars du XXI^e siècle présentent un principal point commun: la nostalgie de la grandeur passée, sentiment qu'ils tentent de faire partager au plus grand nombre afin de consolider leur propre pouvoir. Leur programme: devenir à nouveau «great», comme n'a cessé de le proclamer Donald Trump durant sa campagne victorieuse. Qui l'eût cru? En 2017, avec les chefs, c'est donc aussi un peu de l'Antiquité qui est de retour.

Par Christian-Georges Schwentzel

Plainte contre Trump pour violation de la Constitution

Une plainte a été déposée contre Donald Trump lundi devant un tribunal fédéral de Manhattan pour violation de la constitution du fait de versements effectués par des gouvernements étrangers à des entreprises de son groupe.

L'association Citizens for Responsibility and Ethics in Washington (Crew), à l'initiative de cette plainte, estime que le président des États-Unis, qui ne s'est pas défait de ses intérêts financiers et commerciaux, notamment ses hôtels, ses golfs et ses actifs immobiliers, continue de percevoir de l'argent versé par des gouvernements étrangers pour louer des chambres ou des salles de réception par exemple.

Lorsqu'il s'assiera pour négocier des accords commerciaux avec ces pays, ajoute le Crew, les Américains n'auront aucun moyen de savoir si leur président prendra seulement en compte l'intérêt national, ou s'il réfléchira

aussi à ses intérêts privés.

Pour les plaignants, cet état de fait constitue une violation de la clause sur les émoluments étrangers de la Constitution américaine qui lui interdit de recevoir toute chose de valeur de la part de gouvernements étrangers.

Cette plainte est «dénuée de fondement», a commenté Trump depuis le Bureau ovale de la Maison blanche lors d'un tour ouvert à la presse.

Le cabinet d'avocats Morgan Lewis & Bockius, qui représente le président, s'est refusé à toute réaction. «Nous ne commentons pas les affaires liées à nos clients ou le travail que nous menons en leur nom», a dit une porte-parole de la firme.

La Maison blanche a par la suite annoncé que Donald Trump avait démissionné de ses fonctions au sein de la Trump Organization, désormais dirigée par ses deux fils aînés, Donald Jr et Eric Trump. Lors de sa première

conférence de presse tenue après son élection, Donald Trump avait annoncé le 11 janvier qu'il conserverait la propriété de son empire financier mais qu'il en transférerait tous les actifs au sein d'un «trust» dirigée par ses deux fils aînés le temps de son mandat.

Sa conseillère Sheri Dillon, associée chez Morgan Lewis, avait indiqué de son côté que les profits générés dans les hôtels du groupe par des officiels étrangers seraient reversés au Trésor fédéral.

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Outre les nuitées dans les hôtels de la Trump Organization, la plainte évoque aussi des locations de salles dans la Trump Tower de New York ou les droits de diffusion ou d'adaptation de son émission de télé-réalité, «The Apprentice». «Nous ne voulions pas en arriver là, nous avions l'espoir que le président Trump prendrait les mesures nécessaires pour éviter de violer la Constitution avant de

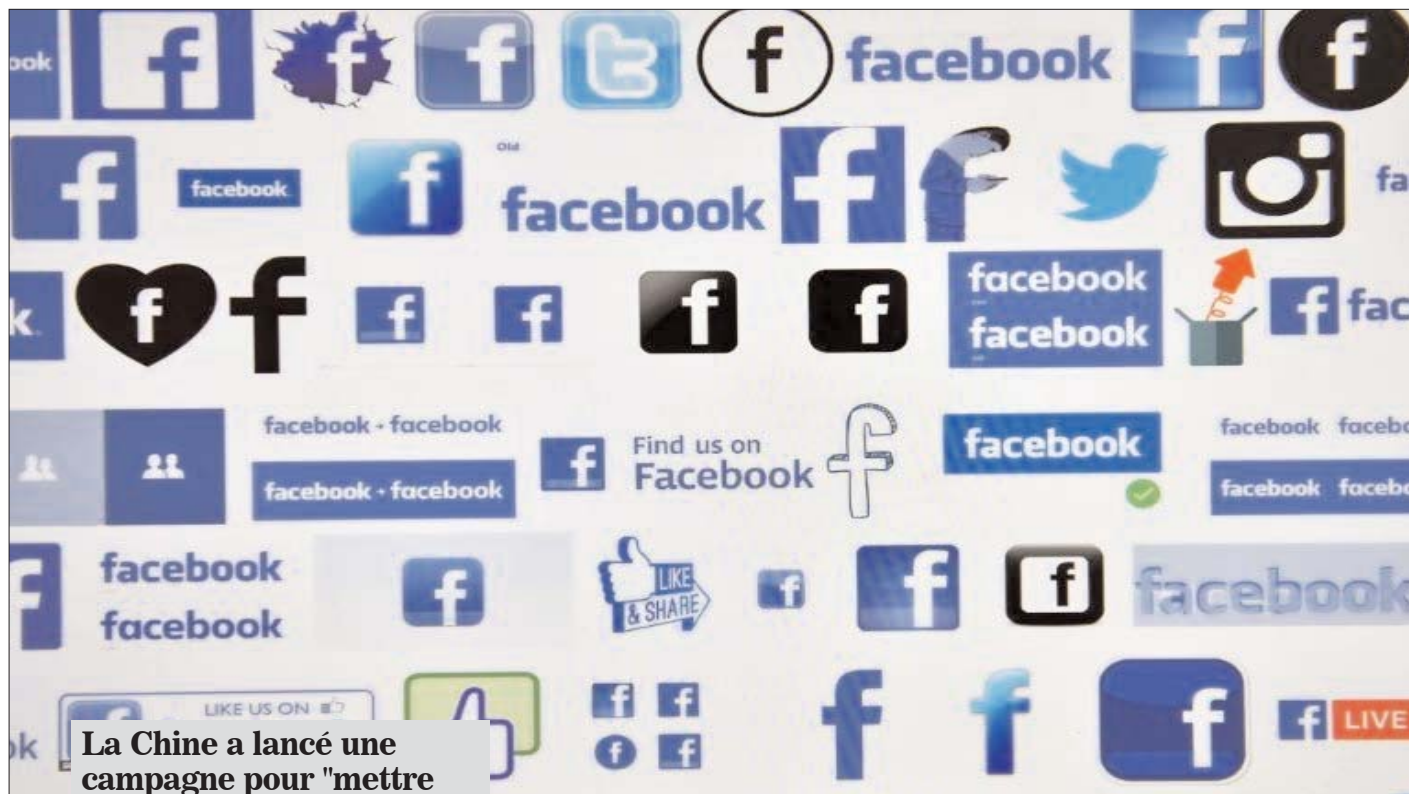
prendre ses fonctions. Il ne l'a pas fait», a déclaré le directeur général de Crew, Noah Bookbinder, dans un communiqué.

Les plaignants s'appuient sur l'article premier de la Constitution dont la section 9 prévoit qu'"aucun titre de noblesse ne sera conféré par les États-Unis, et aucune personne qui tiendra d'eux une charge de profit ou de confiance ne pourra, sans le consentement du Congrès, accepter des présents, émoluments, charges ou titres quelconques, d'un roi, prince ou État étranger". Les pères fondateurs, estiment-ils, entendaient protéger ainsi les dirigeants, convaincus qu'ils étaient que «des intérêts financiers privés peuvent subtilement faire vaciller même les dirigeants les plus vertueux, et que des imbrications entre des responsables américains et des puissances étrangères peuvent poser une menace rampante, insidieuse contre la République».

Reuters

Internet

La Chine s'attaque aux logiciels anti-censure



La Chine a lancé une campagne pour "mettre de l'ordre" parmi les fournisseurs d'accès à internet, visant en particulier les logiciels qui donnent accès aux sites étrangers bloqués dans le pays, comme Facebook ou Google.

Le Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir gère un vaste système de contrôle du web: les commentaires ou articles considérés comme sensibles sont effacés, et des sites comme Instagram, Twitter ou YouTube sont rendus

inaccessibles. Une censure qui pèse notamment sur l'activité des entreprises présentes dans le pays. Pour contourner le blocage, nombre d'entre elles, tout comme les particuliers, utilisent des «réseaux privés virtuels», souvent désignés par le sigle VPN («virtual private network», en anglais). Les logiciels permettant d'utiliser ces VPN peuvent se trouver sur internet ou sur les boutiques d'applications en ligne pour smartphones. Nombre d'intellectuels et dissidents chinois utilisent également les VPN pour publier sur Facebook, Twitter ou YouTube depuis l'intérieur du pays.

Mais les fournisseurs d'accès devront désormais avoir une autorisation officielle pour créer ou louer des «lignes de communication spéciales (dont les VPN)», a indiqué dimanche le ministère de l'Industrie et des

Technologies de l'information. Le marché des fournisseurs d'accès a connu une croissance rapide et les «premiers signes de développement anarchique apparaissent, créant un besoin urgent de réglementation», a justifié le ministère. Cette campagne de «mise en ordre» durera jusqu'à mars 2018, a-t-il précisé. L'annonce de cette nouvelle réglementation intervient quelques jours après un plaidoyer pro-mondialisation du président chinois Xi Jinping. Au Forum économique mondial de Davos (Suisse), M. Xi avait déclaré que la Chine garderait sa porte «grande ouverte». La Chine compte le plus grand nombre d'internautes au monde: ils étaient 731 millions fin 2016 (+6,2% en un an), a annoncé dimanche le Centre d'information sur l'internet (CNNIC), un organisme gouvernemental.

AFP

Etats-Unis

Le sud et l'est sous les intempéries, 21 morts

■ Des tornades et de violents orages ont semé le chaos lundi sur la côte Est des Etats-Unis, perturbant le trafic aérien et ferroviaire après avoir fait au total 21 morts dans le sud des Etats-Unis au cours du week-end, dont nombre de personnes qui trouvaient dans des mobilhomes détruits pas les intempéries. La Géorgie a été l'Etat le plus touché, avec 16 morts. Un parc de maisons mobiles a été particulièrement touché et les autorités ont qu'elles s'attendaient à voir le bilan s'alourdir. Une tornade a tué quatre personnes dans le Mississippi et une personne a été tuée dans le nord de la Floride.

Le gouverneur de Géorgie, Nathan Deal, a proclamé l'état d'urgence dans 16 comtés de la partie centre-sud de l'Etat, ajoutant que le président Donald Trump l'avait appelé dimanche pour lui promettre qu'il serait «prêt à répondre» à une demande attendue d'aide fédérale. Outre les quatre morts, on dénombre plus de 50 blessés et 480 maisons endommagées dans le Mississippi. Les intempéries se sont décalées par la suite vers la côte est. Environ 570 vols ont dû être annulés à l'aéroport de Newark dans le New Jersey, le plus touché. Les services de secours de New York ont mis en garde contre le risque de vents violents, pouvant atteindre 100 km/h.

Reuters

Venezuela

L'opposition cherche à mobiliser contre Maduro

■ Les forces d'opposition au Venezuela ont repris lundi leurs manifestations de rue pour obtenir le départ du pouvoir du président Nicolas Maduro, mais la mobilisation en ce début d'année ne semblait pas au rendez-vous. L'opposition cherche depuis des mois à obtenir la révocation du successeur de Hugo Chavez, qu'elle accuse d'incompétence et de tendances dictatoriales. Malgré ses efforts, un référendum révocatoire n'a pu être organisé l'an dernier. Lundi, des manifestations un peu partout dans le pays ont rassemblé chaque fois des centaines de personnes, bien loin du million de protestataires qui avaient défilé lors d'une journée l'an dernier dans la capitale, Caracas.

Le mandat de Nicolas Maduro s'achève normalement dans deux ans, en janvier 2019. Face à la gravité de la situation économique, l'opposition le presse de convoquer des élections anticipées cette année. Malgré la présence dans son sous-sol des plus grandes réserves de pétrole au monde, le Venezuela traverse une crise économique et sociale dont la population ne voit pas la fin. Les pénuries de produits de première nécessité sont monnaie courante et l'inflation l'an dernier a atteint 800%, un record. Le président Maduro, comme le faisait son mentor Hugo Chavez, explique cette situation par une «guerre économique» menée, dit-il, par ses adversaires politiques avec le soutien des Etats-Unis.

Reuters

Avalanche en Italie

Six nouveaux corps extraits de l'hôtel

Six nouveaux corps ont été extraits dans la nuit de lundi à mardi des décombres de l'hôtel dévasté par une avalanche il y a six jours en Italie, annoncent mardi les médias italiens, citant la préfecture de Pescara (centre). Ces découvertes portent à 12 le nombre de personnes décédées dans la catastrophe et abaisse à 17 celui des disparus parmi lesquels les secouristes espèrent toujours retrouver des survivants, outre les 11 déjà sortis en vie des décombres. Parallèlement aux recherches, la justice italienne enquête sur l'historique

de l'hôtel Rigopiano, situé dans les Abruzzes (centre), et l'enchaînement des événements pour déterminer si la catastrophe aurait pu être évitée. Une enquête pour homicide involontaire a été ouverte au lendemain du drame pour déterminer si tous les risques avaient été pris en compte, dans la construction de l'hôtel comme dans le déroulement de la journée de mercredi. Vendredi, les secouristes avaient retrouvé plusieurs survivants, qui ont raconté avoir tenu 48 heures dans le noir, le froid et le silence, en mangeant de la

neige pour apaiser leur soif. Malgré le percement de nouveaux goulots d'accès, les recherches avancent lentement, souvent à mains nues par crainte d'éboulements à l'intérieur du bâtiment que l'avalanche a frappé avec la force de 4.000 camions lancés à pleine vitesse. Lundi, la procureure de Pescara Cristina Tedeschini a tenu une conférence de presse pour évoquer l'information judiciaire pour homicides involontaires ouverte dès jeudi afin d'établir d'éventuelles responsabilités.

AFP

Grande-Bretagne

Une centaine de vols annulés à cause du brouillard

■ Le brouillard a contraint l'aéroport londonien d'Heathrow à annuler une centaine de vols, pour la seconde journée consécutive, a indiqué mardi un porte-parole de l'aéroport. «Le brouillard givrant persistant qui couvre le sud-est (de l'Angleterre) a réduit à nouveau la visibilité à Heathrow aujourd'hui», a indiqué un porte-parole de Heathrow dans un communiqué. «Heathrow fonctionnant à plus de 99% de ses capacités, il n'y a pas d'espace dans le planning pour retarder des vols, c'est pourquoi certains voyageurs devraient connaître des perturbations dans leurs voyages aujourd'hui», a-t-il ajouté.

Environ 100 vols sur 1.300 ont ainsi été annulés mardi, après le même nombre d'annulations lundi, également à cause du «fog». Gatwick, le deuxième aéroport du pays situé au sud de la capitale, restait en revanche largement épargné, avec deux vols annulés mardi matin dont un seul à cause du brouillard. Un porte-parole de l'aéroport a néanmoins invité les voyageurs à vérifier les informations relatives à leur vol auprès de leur compagnie aérienne et sur le site internet de l'aéroport.

T. N.

Signée en mars à Tizi Ouzou

Convention d'échanges entre l'université et la direction de la culture

Une convention d'échanges entre l'université Mouloud Mammeri et la direction de wilaya de la culture sera signée en mars prochain à l'occasion du Colloque international sur l'oeuvre et le parcours artistique de Lounis Aït Menguellet, a déclaré lundi la directrice de la culture.



N a b i l a Goumeziane a expliqué, lors d'une rencontre sur la relance des activités culturelles universitaires, essentiellement le théâtre et le chant, organisée à l'auditorium du campus Hasnaoua, que la convention est actuellement en chantier et sa conception se fait en concertation avec les différents partenaires au niveau du rectorat, des facultés et des départements ainsi que des organisations étudiantes.

La démarche vise à donner un cadre légal et structuré aux échanges entre les deux institutions dans les différents segments de l'art et de la culture, mais aussi

dans le domaine de la recherche et des rencontres scientifiques, a-t-elle affirmé.

«Nous ferons en sorte à ce que toutes les lignes qui seront incluses dans cette convention soient respectées et mises en œuvre sur le terrain, en vue de permettre un véritable épanouissement de la culture à l'intérieur de l'université et même à l'extérieur», a-t-elle déclaré.

Le recteur de l'université Mouloud Mammeri, professeur Ahmed Tessa, a manifesté à l'occasion son engagement à redynamiser la sous-direction des activités culturelles et sportives et accompagner toutes les initiatives des étudiants dans

ce cadre.

Selon lui, il est impératif d'assurer une certaine animation dans le milieu universitaire et permettre à l'étudiant de s'exprimer et de s'épanouir à travers son implication dans des activités créatives.

A l'ouverture des débats, des jeunes étudiants ont évoqué des problèmes d'accompagnement et d'absence de moyens qui les empêchent de faire évoluer leurs actions et s'imposer dans les différentes manifestations et compétitions culturelles et sportives au niveau national.

Parmi les intervenants, une représentante de la troupe théâtrale Imghide de l'université de Tamda qui existe depuis cinq ans et qui

a participé au Festival national du théâtre universitaire, ainsi qu'au festival arabe du théâtre universitaire sans bénéficier de l'accompagnement des responsables de l'université.

Une autre étudiante membre de la troupe théâtrale du département de langue et littérature française qui a également monté plusieurs pièces a déclaré que l'absence d'encadrement et de moyens matériels constitue de véritables facteurs de découragement pour les jeunes artistes.

A ce sujet, le directeur du théâtre régional Kateb Yacine, Farid Mahiout, a manifesté la disponibilité de son institution à assurer un accompagnement pendant les différentes étapes de montage d'un pièce, notamment l'écriture du texte et la mise en scène, ainsi que sur le plan matériel en mettant à la disposition des universitaires la scène du théâtre, les salles de répétition et d'autres commodités.

Il s'est également engagé à organiser des ateliers de formation en leur faveur dans l'objectif de promouvoir l'activité théâtrale universitaire en reculant ces dernières années à Tizi Ouzou, a-t-on signalé.

R. B.

Artisanat traditionnel à Illizi

Ouverture d'une exposition de la caravane de l'artisanat

Une vingtaine d'artisans prennent part à une exposition de produits de l'artisanat traditionnel algériens, ouverte lundi à Illizi, à l'initiative d'un groupe d'artisans constitués en caravane, a-t-on constaté.

Devant s'étaler sur 10 jours, cette manifestation, première du genre sous forme de caravane sillonnant différentes régions du pays, regroupe des artisans issus de différentes wilayas, dont Constantine, Tizi Ouzou, Jijel, Béjaïa, Tissemsilt et Alger, ont indiqué les organisateurs.

L'exposition, qu'abrite la Maison de la culture Othmane Bali, comporte des stands de produits réalisés dans différents métiers, dont la bijouterie, la dinanderie, la poterie, l'habit traditionnel, et des objets de décoration.

La manifestation vise la vulgarisation et la valorisation de la diversité du patrimoine que renferme l'Algérie, la commercialisation des produits de l'artisanat, l'ancrage de la culture de préservation du patrimoine et l'échange d'expériences et de savoir-faire entre artisans.

Mekki Salah, dinandier de la wilaya de Constantine participant pour la première fois à Illizi, a qualifié cette manifestation d'opportunité pour mettre en valeur ce métier que certaines wilayas du Sud où sont répandus certains produits du cuivre, produits dans le Constantinois, dont la théière et la siniya (grand plateau de cuivre sculpté).

Elle constitue une vitrine de promotion des produits artisanaux de l'est du pays, a-t-il ajouté avant d'appeler les artisans à activer en dehors des ateliers et à mettre à profit ce type de manifestations pour l'écoulement des produits et la réalisation de revenus, aussi bien pour l'artisan que pour l'économie nationale.

L'exposition a suscité un vif engouement de la population locale venue flairer la bonne affaire et connaître des activités artisanales d'autres régions du pays.

O. G.

Culture-artistes-public-échanges

La nuit des idées, mercredi et jeudi à Alger

Des expositions, récitals musicaux, projections et rencontres thématiques proposés par des instituts culturels européens d'Alger, sont au programme de la La nuit des idées prévue aujourd'hui et après-demain à Alger.

La manifestation devra s'ouvrir aujourd'hui par un concert de Amel Brahim Djelloul à l'Opéra d'Alger et le vernissage de l'exposition Ca va waka du photographe Nassim Rouchiche, accueillie à l'espace culturel La Baignoire.

L'institut Cervantès accueillera, pour sa part, une rencontre avec l'écrivain et journaliste italien Bruno Arapia organisée par l'Institut culturel italien, et un concert de flamenco.

L'espace Les ateliers sauvages propose la présentation du dernier numéro de *Naqd*, à l'occasion du 25^e anniversaire de la revue, et la projection du film *Héros sans visage* de la réalisatrice péruvienne, Mary Jimenez.

Le Café littéraire Le sous marin, autre partenaire de La nuit des idées, prévoit une programmation musicale variée et des rencontres-débats animées par l'islamologue Saïd Djabelkheir et le philosophe Smaïl Mehnana, entre autres. Plusieurs rencontres-débats sur des thèmes comme la citoyenneté, la civilité et la civilisations aux frontières de la justice se tiendront à la cinémathèque algérienne, au centre diocésain et à l'Institut français d'Alger.

Organisée sous Un monde commun, La nuit des idées - coordonnées à travers le monde par le réseau des instituts français - se tiendra cette année simultanément dans une quarantaine de villes pour proposer au public de venir à la rencontre des artistes, chercheurs, philosophes et créateurs.

Outre l'Algérie, la France, l'Espagne, le Soudan, l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Argentine, le Brésil, les Etats-Unis, la Corée du Sud, l'Inde ou encore l'Australie, organisent au même moment La nuit des idées dont sa 2^e édition.

La nuit des idées vise, selon ses promoteurs, à favoriser l'échange, le débat et la libre-circulation des idées à travers des débats ouverts, et à impliquer différents acteurs culturels et associatifs.

Y. C.

Signée par deux artistes-peintres à Tlemcen

Exposition Symbole et vie d'arts plastiques

Une exposition ayant pour thème Symbole et vie, signée par deux artistes-peintres, Amina Salhi et Nabil Belabbassi, a été montée lundi au Musée public national d'arts et d'histoire de la ville de Tlemcen.

Lors d'un vernissage, auquel ont assisté des peintres et amateurs d'arts plastiques, les deux artistes ont expliqué que s'inspirant de la même philosophie, à savoir le symbolisme, leurs toiles expriment certains symboles

comme le «jeu du vide et du plein», sauf que chacun d'eux à son propre style. Cette exposition est une station pour exprimer leur tendance et leur existence artistique et faire part aux visiteurs, ont-ils souligné, de leurs expériences dans une expression visuelle codée avec des couleurs et des formes. La peintre Amina Salhi tente, à travers un tableau, d'exprimer sa vision de la vie, de l'existence et de la nature, a-t-elle évoqué.

Pour sa part, Nabil Belabbassi expo-

se un ensemble de toiles qui font «parler» les symboles en interférant des couleurs et des formes pour exprimer l'histoire au présent, les conflits personnels, la joie et l'angoisse. Il a recours dans son art aux formes et symboles pour raconter son parcours et les péripéties de sa vie.

Cet artiste plasticien expose, lors de cette manifestation qui dure jusqu'au 2 février prochain, des tableaux traitant de sujets d'actualité avec des symboles du patrimoine national.

G. O.

Elle devra animer deux concerts

Souad Massi en concert à Istanbul en mars

La chanteuse et interprète de pop-folk, Souad Massi, sera à l'affiche les 8 et 9 mars à Istanbul (Turquie) où elle devra animer deux concerts, a rapporté la presse turque.

La chanteuse algérienne se produira au Théâtre Salin de l'Etablissement de la culture et des arts d'Istanbul, aux côtés d'artistes et de troupes musicales de plusieurs pays.

Compositrice native d'Alger, Souad Massi est une des voix algériennes les

plus célèbres en Europe. Elle a débuté sa carrière artistique dans les années 1990, avant de s'installer à Paris (France) où elle est s'est affirmée en tant que chanteuse et guitariste.

Son premier album *Raoui* (Conteur), sorti en 2001, a connu un grand succès. Souad Massi qui chante aussi bien en arabe algérien, en français qu'Anglais, fusionne plusieurs styles musicaux dont l'occidental, le rock, le flamenco et la pop, en plus du châabi dont elle

puise son inspiration.

Son dernier album *El mutakalimûn* (2015) composé de 10 chansons, s'appuie sur des textes inspirés de célèbres poètes arabes anciens et contemporains à l'instar de Zohier Ben Abi Selma, El Moutanabi et Abou el Kassem Ecchabi.

L'artiste s'est également fait connaître à travers le cinéma en jouant dans le film palestinien *Eyes of a thief* (2014) où elle tient le rôle principal aux côtés de l'acteur égyptien Khaled Abu

Naga.

Fondé en 1973, l'Etablissement des arts et de la culture d'Istanbul, un des acteurs de la scène culturelle turque, a pour objectif, selon ses concepteurs, de présenter au public stambouliote les meilleurs spectacles artistiques du monde.

L'Etablissement compte plusieurs théâtres dont Salin qui abrite depuis sa création en 2009 des concerts musicaux tous genres confondus.

T. L.

PAROLES DE FEMMES

Je ne crois pas que la justice règne jamais parce que l'injustice n'est pas dans les lois, elle est en chacun de nous.

Françoise Giroud

FEMMES

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

Lorsque les hommes sont amis, la justice n'est point nécessaire, mais quand ils sont justes, ils ont encore besoin de l'amitié.

Aristote

Mel Gibson

Sa compagne Rosalind Ross, de 35 ans sa cadette, a accouché d'un garçon

L'agent de la star de 61 ans a confirmé au magazine *People* que Rosalind Ross, la compagne de l'éternel Mad Max vient de donner naissance au premier enfant du couple, un garçon prénommé Lars Gerard. Le légendaire acteur australien accueille ainsi son 9^{ème} enfant.

Une famille très, très nombreuse pour Mel Gibson. Le mythique acteur australien vient en effet d'accueillir, vendredi dernier à Los Angeles, son...9^{ème} enfant. Un bébé qui se prénomme Lars Gerard et pèse 2,4 kg ! Selon son entourage, Mel Gibson est au septième ciel ! On l'avait vu radieux avec sa compagne Rosalind Ross, le 8 janvier dernier aux Golden Globes, où il défendait sa dernière réalisation *Tu ne tueras point*. Un long métrage acclamé à la dernière Mostra de Venise qui devrait également figurer parmi les nommés à l'Oscar du meilleur film; ces derniers qui doivent être annoncés aujourd'hui à Los Angeles.

Scénariste et championne de voltige équestre, Rosalind Ross est en couple avec l'éternel Mad Max depuis deux ans. La jeune femme n'est âgée que de 26 ans, soit 35 de moins que le héros de *L'arme fatale*. À noter qu'avec son ex-femme Robyn Moore dont il a divorcé en décembre 2001, Mel Gibson a déjà eu sept enfants : Hannah, 36 ans, les jumeaux Christian et Edward, 34 ans, William, 31 ans, Louis, 28 ans, Milo, 26 ans, et Thomas, 17 ans.

Quant à son ex Oksana Grigorieva, qui avait rendu publiques ses crises de colère homériques en été 2010, elle est la mère de sa petite Lucia, aujourd'hui âgée de six ans. Leur séparation avait été houleuse, la jeune femme accusant son ancien compagnon de l'avoir battue, photos de son visage tuméfié à l'appui. Ils ont finalement trouvé un accord financier et pour la garde de leur fille.



Vie pratique

Gestion du temps : pour être efficace, prenez votre temps

Travailler vite et bien : voilà ce qu'on aimerait pouvoir faire, mais ce n'est pas toujours possible. Se dépêcher n'est bon ni pour la qualité du travail ni pour notre bien-être. Alors voici quelques pistes pour prendre son temps dans ce monde de fous !

" Prendre son temps ", c'est le contraire d'être pris par le temps, ce qui est souvent le lot du travailleur moyen. Ce devrait être la richesse de l'être humain mais c'est souvent son drame, nous avons cette capacité à être à la fois dans le passé, le présent et le futur. Dans les faits, nous sommes souvent dans le passé et le futur, et le présent, naturellement en pâtir. Nous le vivons du coup moins intensément, nous nous éparpillons, nous perdons en efficacité et gagnons en stress. Le premier travail est donc de parvenir à habiter le moment présent. Comment faire ?

Planifiez !

Quand vous planifiez, vous prenez un moment pour organiser votre futur. Si la planification est bien faite, au moment même de l'action planifiée, vous n'avez qu'à vous occuper de

ce que vous êtes en train de faire. Vous pouvez être dans le présent sans prêter attention à ce que vous n'êtes PAS en train de faire. Soyez attentif aux moments où vous êtes naturellement



le plus efficace. Pour certains, c'est le matin tôt, pour d'autres la fin d'après-midi. Traitez les tâches les plus importantes durant les moments où vous savez être le plus efficace.

Privilégiez la qualité à la quantité !

Quand on organise son travail, un travers courant est d'établir des listes de tâches gigantesques qu'on ne parvient jamais à terminer. On se met donc soi-même en situation d'échec. Résultat : dévalorisation, frustration et sentiment de s'être fatigué à ne rien faire. Établissez des listes courtes de trois à quatre tâches par session de travail, vous aurez gagné au moins une chose : le sentiment du devoir accompli. C'est un levier de motivation très puissant.

Bichonnez votre environnement de travail !

Le temps, au moins dans sa conception, est indissociable de l'espace. Il est donc important de prêter attention à votre lieu de travail. Idéalement, il s'agit de se construire une bulle à l'abri des distractions extérieures. Demandez-vous quelles sont les conditions les plus pro-

pices à votre concentration. Avez-vous besoin d'avoir une vue ou au contraire de regarder le mur ? Vous faut-il le silence complet ou avez-vous besoin d'un bruit de fond permanent ? Votre bureau doit-il être impeccablement rangé ou en désordre ? Une fois ces éléments identifiés, les solutions sont légion. Isolement dans une salle de réunion, calage de votre travail sur la présence ou l'absence de vos collègues, changement de la disposition des meubles, tout est envisageable.

Le plus important : la bonne attitude mentale !

Entrez en résistance ! Nous évoluons encore dans un monde où les signes d'une soi-disant efficacité sont de la poudre aux yeux : rester au travail jusqu'à 21 heures, traiter ses mails le week-end, être tout le temps pressé par le temps. Au contraire, ces éléments sont des signes d'un défaut d'organisation. Un seul critère compte : quand le travail est fait et bien fait. Investissez le moment présent !

Beauté

Recettes douces des produits maison

Avec des fruits, des légumes, des fleurs et autres huiles essentielles... il est tout à fait possible de préparer soi-même de véritables élixirs de beauté. Visage, corps, cheveux, découvrez une sélection de recettes gourmandes faciles et rapides à réaliser.

GOMMAGE AU SUCRE

Mélangez 2 cuillères à soupe de sucre avec 3 cuillères à soupe d'eau tiède. Appliquez cette préparation aussitôt sur votre visage en massant par rotations. Insistez plus particulièrement sur le front, le nez et le menton. Rincez abondamment.

MASQUE «BONNE MINE» À LA CAROTTE

Choisir quelques carottes de couleur foncée (plus riches en bêta-carotène) et les râper. Ajoutez quelques gouttes d'huile d'amande douce dans votre mélange et appliquez le sur votre visage. Laissez agir 15 minutes puis rincez.

LOTION FLORALE TONIFIANTE POUR LE VISAGE

Faites bouillir une poignée de fleurs ou de plantes dans 1/4

de litre d'eau minérale. Hors du feu, laissez infuser environ 15 minutes puis filtrez. Versez votre lotion dans une bouteille en verre teinté. Imbibez un coton de votre eau florale et passez-le délicatement sur la peau de votre visage et celle de votre cou après votre démaquillant pour resserrer le grain de la peau. Pour peaux grasses et mixtes, privilégiez la lavande et la menthe ; la fleur d'oranger, le tilleul et la guimauve pour les peaux sèches et normales ainsi que la verveine et le millepertuis pour les peaux sensibles et matures.

BAUME ADOUCISSANT POUR CHEVEUX TERNES ET FATIGUÉS

Battez deux œufs avec le jus d'un citron et deux cuillères à café de miel. Appliquez le mélange sur les cheveux en malaxant puis laissez agir 5 à 10 minutes. Rincez.

LAIT DÉMAQUILLANT AU CONCOMBRE

Râpez 80g de concombre et mélangez à 15g de lait cru dans une casserole. Faites bouillir pendant 5 minutes puis laissez refroidir. Filtrez le mélange et placez-le dans une bouteille.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

Slimani rejoint Menad à la 4^e place des buteurs de l'EN

■ L'attaquant Islam Slimani, auteur 'un doublé contre le Sénégal (2-2) lundi soir dans le cadre de la 3^e et dernière journée du groupe B de la CAN-2017, a porté à 25 son total de buts, rejoignant Djamel Menad à la quatrième place du classement des meilleurs buteurs de l'histoire de la sélection algérienne de football. Slimani, muet depuis mars dernier, a consolidé pour l'occasion son statut de meilleur buteur des Verts en activité, devançant de quatre réalisations son coéquipier Hilal Soudani (21 buts) qui n'a participé qu'au premier match de l'équipe nationale dans cette CAN-2017 avant de déclarer forfait pour les deux autres à cause d'une blessure. Le meilleur buteur de l'histoire des Fennecs reste toujours Abdelhafid Tassafout avec 34 réalisations, suivi de Rabah Madjer (29) et de Lakhdar Belloumi (27).

La mission de Bougherra était limitée dans le temps

■ L'ancien capitaine de la sélection algérienne, Madjid Bougherra, voit sa mission au sein du staff technique des Verts, qu'il a intégré peu avant la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de 2017, prendre fin après leur élimination au premier tour lundi soir, a appris l'APS auprès de la Fédération nationale de la discipline. La même source a précisé que la mission de Bougherra «était limitée dans le temps», et que l'on avait recouru à ses services juste pour «faire le lien entre les joueurs et l'entraîneur national au cours de la CAN». Bougherra (33 ans), qui vient de mettre un terme à sa carrière footballistique, avait déclaré, avant le départ pour la Gabon, qu'il était encore prématuré pour lui d'entamer une carrière d'entraîneur, vu qu'il a commencé à peine sa formation dans ce domaine. L'équipe nationale a terminé troisième de son groupe B avec deux points, de deux nuls contre le Zimbabwe et le Sénégal et une défaite contre la Tunisie. Cet échec a conduit l'entraîneur national, George Leekens, et le reste des membres de son staff technique, à jeter l'éponge mardi.

Equipe nationale

Les Verts sortent la tête baissée, Leekens démissionne



Comme attendu, les Verts ont été donc éliminés du premier tour de la CAN 2017 après leur nul face au Sénégal (2/2), auquel s'ajoute le succès retentissant des Tunisiens face au Zimbabwe (4/2). Il ne restait plus rien à espérer pour la sélection nationale qui a déçu tous ses fans qui souhaitent voir leur équipe au moins atteindre les demi-finales, voir la finale. La démission était pourtant programmée, pour plusieurs paramètres qui montraient que l'équipe

serait incapable d'atteindre ses objectifs, comme l'avait pourtant promis le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, qui avait pourtant parlé de la volonté de conquérir le titre africain, après avoir raté le premier objectif qui est de décrocher le billet qualificatif au Mondial 2018 de Russie. Les moyens ne manquaient pas pourtant avec des joueurs talentueux évoluant dans de prestigieux clubs européens, d'où le fait qu'on nous donnait comme candidats au sacre final. Mais il faut savoir que c'est la

FAF et son président, Raouraoua, qui endosse entièrement la responsabilité de cet échec, avec une préparation quelconque sinon faible. Rencontrer la Mauritanie, quelques jours seulement avant l'entame du tournoi africain, démontre de la légèreté avec laquelle on a prit cette CAN. Tout cela en plus bien sur de l'erreur de casting des entraîneurs de la part de Raouraoua qui a ramené des coaches qui ne pouvaient rien apporter aux Verts comme Rajevac et Leekens. La FAF a jus-

tement prit la décision, hier, de pousser le patron de la barre technique, Leekens, à la porte de sortie. Ainsi, la Fédération a officialisé le départ de l'entraîneur et de tout son staff au lendemain de l'élimination prématurée de l'EN du premier tour de la CAN 2017. «Au lendemain de l'élimination prématurée de l'équipe nationale dès le premier tour de la CAN-2017, M. George Leekens, a démissionné de son poste de sélectionneur national. Dans quelques instants, M. Leekens fera une déclaration au site officiel de la Fédération algérienne de football», indique un communiqué de la FAF. La même source a précisé qu'après la démission de Leekens, «tous les membres du staff technique ont été remerciés». Walid Sadi, le directeur des équipes nationales, avait annoncé à l'envoyé spécial de l'APS au Gabon, la démission de Leekens, quelques heures après le nul contre le Sénégal (2-2), pour la dernière sortie des Verts dans la CAN-2017. Pourtant, à la fin de la rencontre et malgré l'amère disqualification, Leekens, semblait vouloir continuer sa mission à la tête de la sélection. «Il nous reste une chance de décrocher une qualification au Mondial-2018 et j'espère qu'on va y arriver», avait-il déclaré, ce qui fait qu'il souhaitait poursuivre sa mission, malgré le fait qu'il raté un objectif tracé par la FAF.

Imad M.

Impressions :

■ Aissa Mandi (défenseur/Algérie): «Nous sommes très déçu par cette élimination, comme tout le peuple algérien. Nous avons eu de très grandes ambitions pour aller le plus loin possible, mais malheureusement ça s'arrête pour nous ce soir. On savait que ça allait être difficile de se qualifier, d'autant qu'on n'avait pas le destin entre nos mains. Nous allons retourner dans nos clubs et analyser ensuite ce qui n'a pas marché. Faire le point lors du prochain stage».

■ Yacine Brahimi (milieu de terrain/Algérie): «On voulait gagner ce dernier match, mais on n'a pas réussi à le faire. Encore une fois, nous encaissons des buts qu'on pouvait éviter. C'est très dur de se

faire éliminer au premier tour. Nous devons assumer nos erreurs, se relever vite d'autant que nous avons des échéances importantes à l'avenir. Une cassure?, non je ne pense pas. On doit être forts dans les moments difficiles».

■ Sofiane Hanni (attaquant/Algérie): «Notre objectif était de gagner ce match, mais ça n'a pas été le cas, nous sommes déçus. C'est frustrant pour nous de quitter le tournoi à ce stade de la compétition. On a réussi à mener par deux fois, mais on se fait rattraper. Je ne peux pas expliquer cette élimination. En ce qui me concerne, j'ai donné le meilleur de moi-même pour ma première titularisation, j'aurais aimé avoir plus de temps de jeu. Il faut savoir accepter les choix. A moi de rester concentré en vue des prochains matchs».

■ Mohamed Benyahia (défenseur/Algérie): «Il va falloir travailler davantage pour tirer l'équipe vers le haut. Avec le talent qui existe, ce n'est pas normal de se faire éliminer dès le premier tour de cette CAN. Pour ce dernier match face au Sénégal, on voulait gagner. Ce sont les petits détails qui sont à l'origine de cette élimination. J'ai compris qu'en Afrique, le talent ne suffit pas pour aller loin, il nous a manqué un truc. Maintenant, nous devons tourner la page et penser à l'avenir».

■ Adlene Guedioura (milieu de terrain/Algérie): «C'est une élimination amère. Nous avons des regrets par rapport au premier match face au Zimbabwe (2-2) qui nous a porté préjudice, mais aussi face à la Tunisie. Maintenant, il faut penser à l'avenir et la nécessité de se relever. Un seul mot d'ordre : continuer à se battre».

Cross-country

Le challenge international Cherdoui-Saïd reporté au 25 février

■ La 33^e édition du challenge international de cross-country Cherdoui-Saïd, prévue initialement samedi dernier, aura lieu finalement le 25 février à Fréha (Tizi Ouzou), a annoncé lundi la Fédération algérienne d'athlétisme. La course avait été annulée dans un premier temps pour des raisons climatiques défavorables en rapport avec les intempéries qui caractérisent certaines régions du pays, avant d'être reprogrammée. Outre l'Algérie, six autres pays avaient annoncé leur participation aux différentes courses de cette compétition, à savoir le Kenya, l'Éthiopie, le Qatar, l'Afrique du Sud, le Maroc et la Tunisie. Une vingtaine de wilayas devaient être également présentes à cet important rendez-vous sportif devenu une tradition au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou, pour un total de plus de 1300 athlètes annoncés. Le challenge de cross-country portant le nom de Cherdoui Saïd, connu pour être le père de l'athlétisme au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou, a été lancé pour la première fois en 1978 et a connu de grandes évolutions au fil des années jusqu'à devenir un rendez-vous annuel incontournable qui a dépassé les frontières nationales et a pris une dimension internationale avec une dizaine de pays étrangers présents chaque fois.

Groupe D

Le Mali et l'Égypte pour le dernier billet

■ Le Mali et l'Égypte convoitent le dernier billet toujours en jeu pour les quarts de finale en affrontant respectivement, l'Ouganda et le Ghana. Ainsi, et dans de groupe D, seul le Ghana est assuré déjà de figurer dans le quart de finale après ses deux premiers succès. Les Blacks Stars en affrontant les Pharaons égyptiens joueront avec moins de pression et feront pour éviter la défaite et terminer donc sur une bonne note. Les poulains de Grant feront tout pour prouver qu'ils méritent cette première place qu'ils sont assurés de prendre même s'il leur faut quand même éviter la défaite et au moins prendre un point. De

son côté, l'Égypte a besoin d'un succès pour espérer passer au second tour et se donner donc à fond lors de ce match. Auteur d'un nul face au Mali et une victoire remportée à la toute dernière minute face à l'Ouganda, l'Égypte se doit de continuer sur cette lancée et ajouter un autre succès qui lui permettrait de sceller son sort et prendre le ticket de qualification. Dans l'autre match, le Mali a de fortes chances de l'emporter face à l'Ouganda si l'on prend en compte des forces en présence et du fait que les Aigles du Mali sont plus constants, même s'ils avaient raté le coche lors du dernier match face au Ghana et

s'étaient inclinés, sur la plus petite des marges. Les Maliens savent qu'ils n'ont pas d'autres choix que de l'emporter et se doivent de ce fait prendre les trois points qui leur permettraient de se qualifier. Toutefois, le Mali n'aura pas son sort entre ses mains, étant donné qu'il doit attendre un coup de pouce du Ghana qui devra battre l'Égypte pour lui ouvrir grandes les portes de la qualification.

I. M.

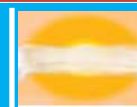
Le programme :
Demain à 20h à Port Gentil:
Égypte-Ghana
Ouganda-Mali



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Ligue des ulémas et imams du Sahel

Défendre les valeurs religieuses et idéologiques des peuples de la région

Le secrétaire général de la ligue des ulémas, prédicateurs et imams des Etats du Sahel, Youssef Belmehti, a appelé mardi, à N'djamena à défendre les valeurs religieuses et idéologiques des peuples de la région soulignant que les jeunes doivent être au centre de toute stratégie élaborée à cette fin. «Imams, prédicateurs et autres réformateurs, de par la responsabilité religieuse et sociale qui leur incombe, sont appelés à défendre les valeurs religieuses et idéologiques des peuples et la région et oeuvrer à empêcher toute division entre les composantes de nos pays», a affirmé M. Belmehti dans une allocution à l'ouverture du 5e atelier de la ligue qui se tient dans la capitale tchadienne. Il a ajouté que «la sécurité constitue un défi majeur pour la région car elle concerne tous les aspects de la vie des sociétés, y compris la sécurité idéologique et religieuse que nous devons conforter au sein de nos pays». Pour le SG de la ligue, les jeunes doivent être au coeur de cette équation et au centre de toute stratégie élaborée à cette fin. M. Belmehti a réaffirmé l'engagement de son institution à oeuvrer pour la préservation de la stabilité et de l'unité des peuples. «Nous ne permettrons pas que les peuples de la même région soient divisés», a-t-il soutenu rappelant que telle était la mission essentielle dévolue aux prédicateurs et aux imams de la région du Sahel qui est la cible d'une campagne hostile. Il a exhorté les participants à contribuer efficacement à la consolidation de la sécurité de leur pays estimant que «les conditions d'exercice du culte sont étroitement liées à la sécurité». Il a également préconisé la conjugaison des efforts des ulémas et théologiens avec ceux des forces de sécurité et médias pour combattre l'extrémisme et le terrorisme. Organisé en partenariat avec l'unité de fusion et de liaison (UFL) le 5e atelier de la ligue des ulémas, prédicateurs et imams du Sahel a débuté mardi sous le thème «Rôle des leaders religieux de la région du Sahel dans la protection des jeunes contre l'extrémisme violent».

Y. L.

Naufage d'un bateau en Malaisie 12 morts, 25 disparus

Deux corps ont été découverts hier sur la côte malaisienne, portant à 12 morts et environ 25 disparus le bilan du naufrage d'un bateau suspecté de transporter des immigrants indonésiens clandestins, ont annoncé les autorités malésiennes. Les corps ont été retrouvés sur la plage de Tanjung Leman, près de la ville de Mersing, dans le sud-est du pays, a indiqué Saiful Lizan Ibrahim, de l'Agence malaisienne de surveillance maritime (Mmea). L'embarcation de neuf mètres, en provenance de l'île indonésienne de Batam et qui se rendait en Malaisie, a probablement chaviré parce qu'elle était surchargée et que la mer était agitée, selon l'agence. Une quarantaine de personnes se trouvaient vraisemblablement à son bord alors que le bateau avait une capacité d'une quinzaine de personnes. Deux blessés ont été hospitalisés. Les premiers cadavres ont été découverts lundi matin sur une plage par des habitants, qui ont retrouvé ensuite le bateau échoué. Ce genre d'accident est fréquent dans la région. En novembre, une vedette surchargée avec à son bord trois membres d'équipage et 98 passagers, pour la plupart des travailleurs immigrants indonésiens revenant de Malaisie, avait heurté un récif et 54 personnes au moins avaient trouvé la mort. R. I.



Procès des prisonniers politiques sahraouis de Gdeim Izik

Un avocat espagnol expulsé par les autorités marocaines



Les autorités marocaines ont expulsé l'avocat espagnol Francisco Serrano, qui s'appretait à assister en tant qu'«observateur» au procès des prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik, condamnés à de lourdes peines par une juridiction militaire marocaine.

Me. Serrano, originaire de Séville, est un membre d'Izquierda Unida (Gauche unifiée). En avril 2016 déjà, la police marocaine avait expulsé Francisco Serrano du terri-

toire.

Cinq autres avocats envoyés par le barreau de Séville ont pu entrer au Maroc pour assister à ce procès et apporter leur soutien aux détenus sahraouis.

Le procès des prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik, condamnés à de lourdes peines par une juridiction militaire marocaine, s'est ouvert lundi à Rabat sur fond d'appels à leur libération «immédiate et inconditionnelle» ainsi qu'au jugement des responsables marocains des

«détentions arbitraires».

Le 27 juillet 2016, la Cour de cassation marocaine a annulé, sous la pression d'organisations internationales de défense de droits de l'homme et de juriste militants, la condamnation injuste prononcée par un tribunal militaire à l'encontre des militants sahraouis. Lors d'une première audience en appel, la Chambre criminelle près l'annexe de la Cour Salé a reporté le 26 décembre dernier, le procès à l'encontre des 24 militants et défenseurs des droits de l'homme sahraouis, arrêtés dans le cadre du démantèlement par la force par les militaires marocains du camp de Gdeim Izik en novembre 2010.

Détenus depuis 2010, les prisonniers de Gdeim Izik exigent la poursuite et le jugement «des geôliers et des responsables des enlèvements, des détentions arbitraires, ainsi que les responsables de toutes les formes de tortures physiques et psychologiques dans des postes de police et de gendarmerie d'El Aâyoun occupée, dans la prison locale Salé 2 et Salé 1 ainsi que dans la prison locale Aarjat».

R. S.

Il avait rallié les groupes terroristes en 1996

Un dangereux terroriste éliminé à Jijel, identifié

Un dangereux terroriste éliminé vendredi dernier par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), près de la localité d'El Hadria à El Milia (wilaya de Jijel) a été identifié, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération menée par un détachement de l'ANP, le 20 janvier 2017, ayant permis d'éliminer un dangereux terroriste près de la localité d'El Hadria à El Milia, wilaya de Jijel/5ème Région militaire (RM), il a été procédé à son identification et il s'agit du dénommé T. Djamel alias Abou Chouraih, qui avait rallié les groupes terroristes en 1996», précise la même source. Dans le même contexte, «des détachements de l'ANP ont détruit le 23 janvier 2017 à Tizi Ouzou/1ère RM, deux (02) casemates pour terroristes, un atelier de fabri-

cation d'explosifs, deux bombes et un canon de fabrication artisanale et des outils de détonation», selon le communiqué, ajoutant que «des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé un élément de soutien aux groupes terroristes à Tébessa/5ème RM». «Par ailleurs, et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 25 kg de kif traité à Oran/2ème RM», selon la même source. A Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam/6ème RM, des détachements de l'ANP ont arrêté 12 contrebandiers et saisi un véhicule tout-terrain, cinq quintaux de denrées alimentaires, 10 groupes électrogènes et 10 marteaux-piqueurs, selon le communiqué du MDN.

R. N.

ACTU...

Gare de Hussein Dey (Alger)

Un jeune percuté par un train

Un trentenaire a trouvé la mort hier percuté par un train au niveau de la gare de Hussein Dey (Alger), a indiqué le chargé de l'information à la direction générale de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Ben Khalfallah. L'accident a eu lieu hier à 7h40 au niveau de la gare de Hussein Dey, non loin du quartier La Glacière (Caroubier) à l'est d'Alger, lorsqu'un train en provenance de Thénia (Boumerdès) vers la gare d'Agha (Alger-Centre) a percuté un jeune trentenaire, a précisé le lieutenant Khaled Ben Khalfallah.

Les services de la police scientifique ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident et identifier la victime qui n'avait pas sur elle de papiers d'identité, a-t-il ajouté. T. O.

Europol

Plus de 3 500 objets anciens volés retrouvés

Les polices de 18 pays ont saisi plus de 3 500 objets anciens et oeuvres d'art volés, certains d'une «grande importance culturelle», au cours d'une opération commune l'année dernière, a annoncé lundi l'Office européen des polices Europol. Parmi ces objets, se trouvaient notamment une pierre tombale en marbre de l'empire ottoman et une icône post-byzantine représentant Saint-Georges, retrouvés en Grèce, tout comme 400 pièces de monnaie de différentes époques, a précisé la même source dans un communiqué. Il est difficile d'établir la valeur totale des 3 561 objets retrouvés pendant cette opération Pandora, réalisée en octobre et novembre, car ils n'ont pas encore donné lieu à une évaluation de leur prix par des experts, a dit un responsable d'Europol cité par l'AFP. «Plusieurs des objets retrouvés sont d'une grande importance culturelle dans le monde archéologique», a expliqué Europol, soulignant que 75 personnes avaient été arrêtées au cours de l'opération. 500 objets ont été retrouvés à Murcie, dans le sud-est de l'Espagne, dont 19 pièces qui avaient été dérobées au musée local en 2014. L'opération, menée par les polices espagnole et chypriote, s'est traduite par des contrôles effectués sur 48 500 personnes, 50 navires et 29 000 véhicules. La police a fait des recherches sur des sites Internet, auprès des galeries d'art et pendant les contrôles aux frontières pour tenter de mettre fin à ce trafic. Les policiers ont également procédé à des perquisitions dans des écoles de plongée pour essayer de retrouver des objets prélevés au fond de la mer, précise le texte. Y. K.

Italie

Six personnes tuées dans le crash d'un hélicoptère de secours

Six personnes ont trouvé la mort dans le crash d'un hélicoptère de secours hier dans les Abruzzes, dans le centre de l'Italie, a annoncé la préfecture de police de L'Aquila.

«Six personnes ont trouvé la mort. Les équipes de secours qui sont arrivées à la carcasse de l'appareil ont récupéré à divers endroits dans la neige les corps des personnes décédées», a déclaré un porte-parole de la police cité par l'AFP. Cet hélicoptère était en train d'évacuer un blessé de la station de ski de Campo Felice et n'était pas engagé dans le vaste dispositif de secours après les chutes de neige historiques la semaine dernière, le séisme et l'avalanche meurtrière de mercredi dans la région.

L'appareil avait lancé un signal de crash et des témoins ont rapporté avoir entendu une forte explosion. T. O.